



# Rapport d'activités 2006

GRDR

# SOMMAIRE

<b>Le mot du Président</b>	<b>4</b>
<b>Le mot du Directeur des Programmes France</b>	<b>5</b>
<b>Le mot du Directeur des Programmes Afrique</b>	<b>7</b>
<b>1 Le Paidel-Pimdero 2006</b>	<b>8</b>
Les nouveaux enjeux de la zone d'intervention	9
L'émergence des territoires communaux	10
La concertation et l'organisation des acteurs locaux	10
Le processus Paidel est capitalisé et diffusé	13
Exploration de nouvelles thématiques	14
Pimdero et Antenne Nord Pas de Calais: 2 programmes sur l'espace du Co-développement	14
<b>2 Appui aux producteurs</b>	<b>22</b>
Programme d'Appui au Secteur Horticole	23
Fonds d'appui aux initiatives de Base	24
La caravane du Guidimakha	25
<b>3 Sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles</b>	<b>26</b>
Sécurité alimentaire	27
Amélioration du Barrage de Sabouciré	28
Sécurisation et valorisation de la cuvette de Melgué	28
Programme d'augmentation des surfaces cultivables en Casamance	29
Programme d'appui aux filières locales	30
<b>5 Projet d'amélioration de l'environnement urbain à Sélibaby</b>	<b>31</b>
<b>4 Santé et Solidarités Ici et Là-bas</b>	<b>32</b>
Le syndrome du silence	33
A quelle porte frapper? un guide socio-sanitaire	33
Formation des professionnels, prévention et accompagnement des associations de migrants	34
Programme Santé au sein des foyers de travailleurs migrants	35
Accompagnements des associations et accès au droits	36
Programme Santé Solidarités en région de Kayes	36
<b>6 Migration et citoyenneté</b>	<b>38</b>
Programme d'appui au mouvement associatif migrant	39
programme de promotion socio-professionnelle des migrants	41
Femmes, immigration et articulation des temps. Projet EQUAL	42
Projet de soutien et de valorisation des initiatives Féminines	44
Accompagnement des associations de personnes issues de l'immigration et formation en direction des partenaires sociaux institutionnels	44
<b>Organigramme GRDR</b>	<b>46</b>
<b>Contacts</b>	<b>48</b>

# ACRONYMES

<b>ACC MDF :</b>	Association du Comité Communal de Maréna Diombougou en France
<b>AC OFA :</b>	Association de Coopération des Femmes Africaines
<b>AD OS</b>	Ardèche Drome Ouro Soguy
<b>AF VP :</b>	Association Française des Volontaires du Progrès
<b>AG ED :</b>	Opérateur sur le FSP Codéveloppement à Kayes
<b>AM ADE :</b>	Association Mondiale des Amis de l'Enfance
<b>AM PG :</b>	Association des Maires et Parlementaires du Gorgol
<b>AR ASF :</b>	Association des Ressortissants de l'Arrondissement de Sadiola en France
<b>AR CKF :</b>	Association des Ressortissants de la Commune de Koussané en France
<b>AR D :</b>	Agence Régionale de Développement
<b>AR EJ :</b>	Association pour le Renforcement des Jumelages
<b>CCC :</b>	Centre de Conseil Communal
<b>CR :</b>	Communauté Rurale
<b>CR ACLG :</b>	Centre Régional d'Appui aux Collectivités Locales du Gorgol
<b>CR DTM :</b>	Centre Régional de Documentation et d'information pour le Développement et la Solidarité Internationale
<b>CR IF :</b>	Conseil Régional d'Ile de France
<b>DR AF :</b>	Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt
<b>DR DFE :</b>	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité
<b>DR DJS :</b>	Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports
<b>ECHO :</b>	European Commission Humanitarian Office
<b>ESTHER :</b>	Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau
<b>FASILD :</b>	Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations
<b>FTM :</b>	Foyer de Travailleurs Migrants
<b>GABNOR :</b>	Groupement des Agriculteurs Biologiques du Nord-Pas de Calais
<b>GR DR :</b>	Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural
<b>GTZ :</b>	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
<b>ICC :</b>	Instance de Concertation Communale
<b>IPSR :</b>	Programme d'Insertion et de Secours Rapide
<b>NPDC :</b>	Nord Pas de Calais
<b>OMRIB :</b>	Organisation Malienne pour le Renforcement des Initiatives de Base
<b>PADDEM :</b>	Projet d'Appui à la Déconcentration et à la Décentralisation en Mauritanie
<b>PAF :</b>	Programme d'Appui aux Filières
<b>PAM :</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PCR :</b>	Président de Communauté Rurale
<b>PLD :</b>	Plan Local de Développement
<b>PRA :</b>	Projet de Relance Agricole
<b>PVVIH :</b>	Personne Vivant avec le VIH
<b>SCAC :</b>	Service de Coopération et d'Actions Culturelles
<b>Vaincre :</b>	Programme de développement local et de lutte contre la pauvreté

# Le mot du Président

Le GRDR en action (s)...

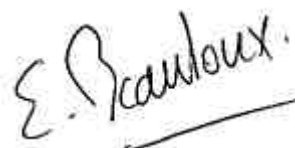
Notre rapport d'activités GRDR est cette année en forme de fiches pour vous permettre une meilleure lisibilité des activités en Afrique et en France.

Derrière ces fiches, c'est beaucoup d'énergies déployées, de discussions, de négociations pour la préparation des dossiers, c'est aussi beaucoup de partenariats noués et de projets partagés.

Que tous ceux qui ont une part dans ce travail soient remerciés et que tous ceux qui font confiance au GRDR sachent qu'à travers ces fiches d'action (s) " ici et là bas " c'est l'ambition du GRDR qui apparaît : accompagner des actions avec les migrants et leurs parents et témoigner d'axes possibles de construction d'une vie plus juste dans leurs territoires d'origine et de vie.

Je profite de cet espace pour remercier tous nos partenaires techniques et financiers qui nous appuient depuis de longues années ou plus récemment.

Bonne lecture et sachez que vous pouvez prendre contact avec les acteurs qui sont derrière ces fiches. Et c'est même conseillé ! Ne vous en privez pas.



**Etienne BEAUDOUX**  
Président du GRDR

# Le mot du Directeur des Programmes France

Les activités des programmes France concernent principalement les migrants et les personnes issues de l'immigration dans leur diversité. En 2006, elles ont touché aussi le public en lien avec cette population (services sociaux, professionnels de l'action éducative, collectivités locales) favorisant ainsi une interconnaissance des acteurs et une bonne efficacité des actions mises en œuvre.

Le Pôle France privilégie cinq axes d'intervention: la promotion et l'accompagnement du mouvement associatif migrant, le soutien et la valorisation des initiatives de femmes, l'accès aux droits et la promotion socio-sanitaire, le soutien des projets individuels et la création d'activités économiques, l'insertion professionnelle et la lutte contre les discriminations. Les activités sont impulsées principalement à partir de Montreuil (Ile de France) et de Rouen (Haute Normandie). Elles se développent à la fois de façon thématique et territoriale.

Une meilleure articulation des programmes France en 2006 a favorisé une réelle dynamique partenariale et opérationnelle produisant ainsi un impact positif sur les activités menées en direction du public. Ce fut le cas avec la participation des jeunes de Haute Normandie et ceux d'Ile de France à un forum d'échanges à Marseille et des animations thématiques en direction des femmes de Rouen sur la création d'activités économiques. Au niveau des activités mises en œuvre, les formations occupent une place importante : formations à la gestion associative et à la méthodologie projet, formations spécifiques sur les thèmes de l'interculturel, notamment en direction des travailleurs sociaux et éducatifs, formations sur la création d'activités économiques, soit en France, soit dans le cadre d'un retour au pays. Les fiches du rapport d'activités montrent cette dynamique. Rappelons juste que plus de 200 personnes ont participé en 2006 aux formations proposées par le GRDR ce qui leur a permis de renforcer leurs compétences. Ce fait est important à souligner, d'autant plus que le nombre d'associations accueillies et orientées, ainsi que le nombre de projets accompagnés, notamment en direction de la jeunesse, ont augmenté par rapport à 2005.

Le GRDR organise par ailleurs régulièrement des forums et des animations thématiques, sur des sujets aussi divers que les discriminations, la citoyenneté, les relations de genre, l'engagement associatif, l'insertion sociale et économique des jeunes, ou, encore, la solidarité internationale. Ces espaces de rencontres et d'échanges d'expériences et de pratiques contribuent à créer des dynamiques inter-associatives (cf plateforme associative des femmes en Ile de France) et des cadres de concertations (Collectif de Cergy sur les violences). Ces activités ont contribué à décloisonner les associations et à valoriser leur savoir-faire. Pour renforcer cette tendance et permettre à ses partenaires de mettre en œuvre leur programme d'actions, le GRDR les a accompagnés dans la recherche de financement.

Les associations ont des activités pluridimensionnelles, dont les différents éléments, s'articulent et s'enrichissent. Ainsi en 2006, l'accompagnement des jeunes pour un chantier de solidarité internationale en direction du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie ont conduit les associations, avec l'appui du GRDR, à développer un travail pédagogique auprès des jeunes qui a eu des incidences sur leur parcours d'insertion en France en développant un sentiment d'utilité citoyenne. Le mouvement associatif constitue un vecteur de renforcement de compétences, d'ouverture sociale et de participation citoyenne.

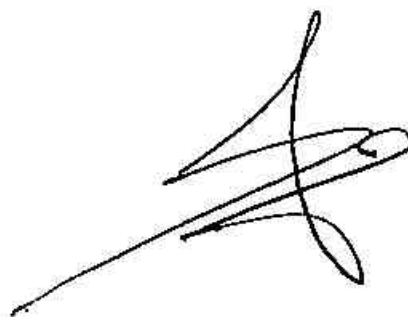
Nous le constatons sur les problématiques socio-sanitaire en Haute Normandie avec les femmes et/ou en Ile de France où les associations de migrants s'impliquent dans des actions de prévention du VIH/sida et agissent de façon cohérente et efficace dans la mise en œuvre de leurs projets.

L'autre volet marquant des activités du pôle France en 2006 est un programme Equal en Haute Normandie sur la double discrimination des femmes dans leur parcours d'insertion économique. Cette activité a permis au GRDR d'investir un champ où il n'était pas présent et de développer des compétences pour mieux accompagner le public concerné. Le GRDR est de plus en plus sollicité par un public connaissant une grande précarité sociale. Pour faire face à une demande de plus en plus importante, le programme d'accompagnement individuel, tout en poursuivant le travail d'accompagnement individuel (plus de 120 personnes en 2006), a renforcé les partenariats avec les organismes publics et privés engagés dans le champ du social et de l'insertion par l'économie. Ainsi delà de son implication régulière au sein GAME (Groupe d'Appui à la Micro Entreprise), le programme s'est impliqué dans le maillage d'acteurs et le travail en réseau. Grâce à l'appui financier du Fonds Social Européen, le GRDR a soutenu et accompagné la création d'une association de migrants porteurs de projets économiques.

A travers l'accueil/orientation du programme de promotion sociale et professionnelle, le GRDR est confronté à l'un des problèmes de ce public précarisé vivant dans les résidences pour travailleurs migrants, il s'agit de l'accès aux droits. En 2006, le GRDR a mené des activités dans des foyers de Paris et du 93, ainsi que de Rouen qui ont contribué à une amélioration de la connaissance et /ou de l'investissement des résidents des foyers des dispositifs de droits communs et des structures notamment socio-sanitaire de proximité.

Comme nous pouvons le constater, il existe une diversité dans les actions qui se retrouve dans le profil et la composition des équipes, qui réunissent des compétences transversales et complémentaires On peut aussi souligner que la visibilité du pôle France s'est trouvée améliorée par un travail, à la fois de capitalisation (publication d'actes) de participation à plusieurs émissions de télévision. Il ne faut pas perdre de vue que malgré une certaine diversification des partenaires financiers et institutionnels, certains programmes rencontrent des difficultés pour leur financement.

Pour 2007, il est essentiel de consolider l'approche territoriale et thématique notamment au regard des évolutions institutionnelles et des demandes de nos partenaires migrants. Pour une plus grande efficacité de nos actions, il est important de renforcer les passerelles entre les différents programmes du GRDR.



**Samba YATERA**  
**Directeur des Programmes France**

# Le mot du Directeur des Programmes Afrique

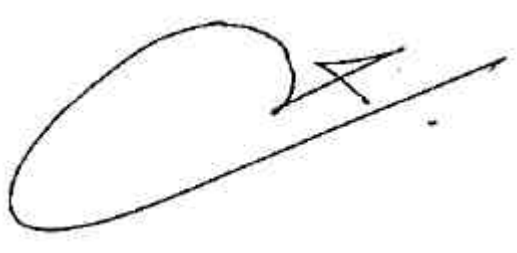
Après cinq ans d'appui au développement local et au renforcement de la décentralisation, le GRDR a réussi à accompagner la réappropriation des enjeux et territoires communaux par l'ensemble des acteurs locaux. L'ensemble de son action a été fondée sur une maîtrise locale de la décision et de l'action.

Aussi l'activité du GRDR dans le Bassin du Fleuve Sénégal (BFS) et en Casamance répond essentiellement aux priorités définies par les acteurs locaux pour l'aménagement de leurs territoires. Au-delà des besoins de base (eau potable, santé éducation) et pour qui connaît le BFS, la question des eaux de surface est et reste la priorité numéro 1. C'est dans ce cadre que le GRDR redéploie tout son savoir faire acquis pendant des années non seulement dans le "développement rural" mais également autour de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles. Dans le fond nous avons enrichi notre savoir technique par des démarches méthodologiques qui concilient les enjeux socio-fonciers qui sont à la base de la réussite ou l'échec de toute action d'aménagement. Le changement d'échelle de l'ouvrage au bassin versant est aussi un saut qualitatif important dans l'action du GRDR.

L'accompagnement du repositionnement des migrants et de leurs associations dans les processus de développement local des territoires d'origine est le chantier qui a permis par excellence l'engagement du GRDR sur le "Codeveloppement". La rencontre des territoires d'origine et d'accueil sont pour nous le vivier des partenariats, techniques, financiers et des solidarités. C'est aussi par ricochet, des lieux de reconnaissance sociale "ici et la bas" et plus loin des espaces de citoyenneté active. La coopération décentralisée s'inscrit en continuum et est de fait le creuset de toutes ces dynamiques de codeveloppement.

L'année 2006 a été particulièrement riche en construction de partenariats et consortiums avec plusieurs acteurs d'envergure sous régionale et internationale, enjeux importants pour le GRDR qui garantiront dans les prochaines années sa mission de plaidoyer.

Ces quelques fiches présentées ici ne rendent certes pas compte de tous ces enjeux mais le seront certainement dans les prochains documents.



**Arezki HARKOUK**  
Directeur des programmes Afrique







1

# Paidel - Pimdéro 2006

Depuis 2000, le GRDR est en accompagnement du processus de décentralisation en Afrique dans le bassin du fleuve Sénégal à travers le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local. Ce programme met en avant l'accompagnement des acteurs territoriaux dans la réalisation de leur stratégie de développement, l'appui à la recherche de partenariats et à la maîtrise d'ouvrage et le renforcement de capacité. Aux termes de la convention d'objectif de 2000 -2003 avec le MAE, il s'en est suivi trois ans (2004 - 2006) de consolidation, d'élargissement thématique et géographique et de capitalisation des expériences. Cette évolution du PAIDEL dans le temps et l'espace illustre la volonté du GRDR d'appuyer les initiatives des collectivités locales dans le domaine d'équipement de base, de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire. Sur le double espace de la migration le GRDR souhaite contribuer au développement durable et équitable, à la valorisation des effets positifs de la migration et à la citoyenneté.

Dans la pratique, le PAIDEL est un processus pour amener les acteurs d'un espace communal à prendre en charge leur propre développement. Pour y parvenir, de nombreux outils ont été développés, il s'agit entre autre de :

- La monographie
- Des instances communales
- Des plans d'actions prioritaires / plans locaux de développement
- Des journées de l'animateurs, des journées de suivi des animateurs, des formations pratiques, des voyages d'études
- La " Caravane d'échanges d'expériences et des savoirs " du Guidimakha
- Du FAIB

En France, le versant du PAIDEL est le programme pour la Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leurs Régions d'Origines (PIMDERO). Il visait dans sa première phase, l'organisation des associations de migrants et leur implication dans le projet de développement de leur territoire à travers des voyages en France des municipalités des communes appuyées par le PAIDEL. Aujourd'hui, il vise à renforcer les acquis pour que les migrants deviennent des acteurs du co-développement sur l'espace de la migration (Afrique - Europe).

En 2006, le PAIDEL s'est orienté vers la construction de la cohérence des interventions, la participation des migrants au développement, l'accompagnement des organisations socio professionnelles, la capitalisation et l'exploration des nouvelles échelles d'intervention. Cette orientation vise essentiellement à contribuer au développement socio économique des zones d'intervention et au renforcement des conditions de participation et de prise en charge des populations de leur propre développement.

Ce document narratif est un rapport annuel d'activités du programme. Il tente de mettre en relief pour l'ensemble des partenaires techniques, financiers et institutionnels,

le contexte de la zone d'intervention, la mise en œuvre du programme, l'analyse des résultats obtenus et les points de blocage.

## Les nouveaux enjeux de la zone d'intervention

### Mauritanie

Le contexte politico économique de la Mauritanie est marqué essentiellement par deux événements dans l'histoire du pays :

2006 fut une année électorale marquée par le vote du référendum en juin, les municipales et législative en décembre, les sénatoriales en janvier et les présidentielles en mars 2007. Ce fut une période difficile pour la conduite des activités du PAIDEL dû en partie au manque de disponibilité des élus et de l'ensemble des acteurs locaux. Les nouvelles équipes municipales engendrent la recomposition des instances et mettront le GRDR et l'ensemble des intervenants dans une phase de réengagement, de formation et de sensibilisation des nouveaux acteurs de développement issus de la décentralisation.

La Mauritanie est désormais dans le rang des pays pétroliers suite à la découverte des gisements de pétrole au large des côtes mauritaniennes. L'exploitation a commencé en début d'année 2006, avec une quantité de 75 mille barils jour. Cette exploitation sera de 200 mille barils jour en 2007 selon les estimations. Cette manne pétrolifère aura différents effets socio économiques : La création de l'emploi permettra d'absorber en partie le chômage des jeunes diplômés et la valorisation de la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée, le renforcement du PIB et de la balance de paiement, mais aussi l'accroissement du fossé entre riche et pauvre.

### Mali

La mise en place de *la seconde phase du dispositif national d'appui aux collectivités territoriales*, à travers le dispositif de " service commun " (SECOM) qui apparaissent comme des espaces privilégiés avec lesquels une synergie est à rechercher au moment où le GRDR s'engage dans une autre phase de développement local (2007-2009) qui s'appuiera certainement sur des territoires supra communales voire transfrontalières,

*La relance de la seconde phase du dispositif "FSP-codéveloppement"*: ce dispositif participe au financement des projets de développement dans lesquels les migrants de France sont co-acteurs mais aussi des missions d'acteurs entre la France et le Mali Cet outil est complémentaire des activités du PAIDEL/PIMDERO en terme de faire valoir une autre forme de codéveloppement centré autour de la co-opération qui implique réellement les acteurs des deux espaces de la migration. Le lancement des activités du Programme d'Appui et Renforcement des Initiatives des Acteurs Non Etatiques (ARIANE)

Le Programme ARIANE financé par l'Union Européenne à travers le 9ème FED a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs non étatiques afin de leur permettre une implication effective dans la définition des politiques publiques et de soutenir leurs efforts en matière de lutte contre la pauvreté

Le relais régional de ce programme est assuré par la charte de collaboration" des ONG et associations de la région de Kayes au sein duquel le GRDR assure la présidence. Tout comme le dispositif FSP-codéveloppement, cet outil peut être un levier pour le financement des activités de renforcement des associations villageoises pour qu'elles jouent efficacement le rôle qui est le leur dans le dispositif de concertation communale.

## Sénégal

La cellule de Bakel a connu des difficultés financières importantes du fait de l'absence de co financement du MAE. Cette situation a handicapée la mise en œuvre des activités

Néanmoins et de manière transversale, les activités 2006 des cellules Afrique ont été marquées par le changement d'échelle (Transfrontalier et l'intercommunalité) et la mutation thématique vers le co-développement. Le GRDR affiche aussi une volonté manifeste d'initier une plate forme sous régionale sur le développement Local.

## L'émergence des territoires communaux s'est poursuivie

L'extension du PAIDEL à la La région du Gorgol en Mauritanie. Elle est une continuité des actions du GRDR dans le bassin du fleuve Sénégal. Trois communes sont concernées par le travail d'élaboration de monographies : Wompou au Guidimakha, Toufoundé Civé et Néré Walo au Gorgol.

Au Mali l'élargissement du Paidel à 14 communes s'est traduit par l'élaboration des monographies dans 3 communes (Diafounou Gory, Gouméra et Gory Gopéla) en concertation avec les acteurs locaux

Sur demande du conseil communal de Koniakary, le PAIDEL s'est engagé à tester un outil de planification à long terme.

Au niveau des intercommunalités, les équipes ont accompagné le Comité de Pilotage des Communes du Djombougou (CPCD) à travers des formations des ADL (Agent de développement Local) à l'élaboration des monographies et l'Association des communes du Guidimakha Kafo (ACGK) lors de l'organisation de son AG.

Par ailleurs sur les thématiques transversales, la cellule a travaillé à la réalisation d'études techniques sur les aménagements des eaux de surface, la réalisation de cartes thématiques et l'organisation d'un atelier régional sur les dynamiques intercommunales.

## La concertation et l'organisation des acteurs locaux

Dans la zone d'intervention nous avons constaté que la multiplicité des programmes d'interventions -complémentaires mais complexes- et l'absence de stratégies communales de développement local empêchent les acteurs locaux d'avoir une articulation cohérente de leur processus de développement local. Pour le GRDR, le renforcement des instances communales semble être le moyen par lequel les communes disposeront des documents de stratégie pour le développement communal.

### 1. Harmonisation des actions dans la zone d'intervention

**En Mauritanie** la collaboration multi acteurs est un long processus qui nécessite diplomatie et concertation. En terme de résultats on constate que seuls le CDHLCPI , le FIDG et le collectif des maires du Guidimakha sont t les institutions porteuses d'une charte de collaboration. La réflexion menée avec nos partenaires (GTZ, GRDR, PADDEM et VAINCRE) a permis comprendre que cette collaboration doit correspondre à une volonté politique des autorités avant de se concrétiser entre responsables de programme. Par ailleurs dans la conduite de toutes nos actions en Mauritanie, nous veillons associer tous les acteurs du territoire (AMPG, CRACLG, Eco-développement et l'AFVP dans le Gorgol)

**A Bakel**, dans le cadre de la synergie des intervenants, un partenariats fécond a été noué avec l'ARD de Matam à travers un protocole d'accord tripartite (CR, GRDR, ARD). L'ADOS est intervenue en appui à la maîtrise d'ouvrage, a attribué une subvention (1 million FCFA) au titre du cofinancement de la réalisation du PLD et a participé aux activités de terrain dans la communauté rurale de Orkadiéré

**Au Mali**, Le comité de suivi du PAIDEL est un espace d'échange de partage voire de réorientation des activités du PAIDEL. Il est composé des bénéficiaires (les représentants des deux intercommunalités), de l'Assemblée régionale de Kayes, de l'ANICT, du Centre de conseil communal (CCC), de l'Association des municipalités du Mali (AMM), des représentants des deux (2) coopérations décentralisées partenaires de la région de Kayes (CRIF et CRNPDC), du représentant du Service de Coopération et d'Actions Culturelles (SCAC) du suivi régional des CCC. Ces réunions constituent des moments fort d'échanges autour de la méthode, de la démarche et des outils et aussi des moment d'autoévaluation de l'équipe de mise en œuvre du programme avec des visions extérieurs des autres membres du comité

Sur proposition de certains membres du comité, il sera élargit à l'OMRIB de Yélimané, le conseil de Kayes et l'AGED opérateur du dispositif FSP-codéveloppement



## 2. Renforcement des capacités et compétences des acteurs locaux

### *Les instances communales de concertation*

En Mauritanie, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Sécurité alimentaire le GRDR s'appuie sur les instances de concertations des communes. Ces ICC ont joué un rôle central dans le cadre du programme " Vivres Contre le Travail/ Vivres Pour la Formation (VCT/ VPF) du PAM Le GRDR est chargé de maître en œuvre le VCT/ VPF du PAM dans les communes de Bouilly et Baïdiam. Parallèlement à ce programme, les ICC interviennent dans la mise place des autres programmes tels que le PRA ou l'IPSR.

Ce rôle central est aussi valorisé à Bakel par l'accompagnement des communautés rurales dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes sectoriels (le PAIF, le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable Projet Accès et Gestion Pérennes de l'Eau et l'Assainissement (AGEPA) 2 programmes ont été élaborés et 1 projet a été mis en œuvre

Au Mali, le renforcement des capacités des ICC s'est fait à travers diverses formations mais aussi par des voyages d'échanges inter communes et la réalisation d'émissions radio de vulgarisation de la démarche PAIDEL

On constate donc que les ICC sont les acteurs centraux incontournables pour une bonne assise du développement local dans les communes. Les acteurs prennent de plus en plus conscience de ce rôle et n'hésitent pas à entreprendre des actions indépendamment de l'appui du GRDR

### *Les agents de développement locaux (ADL)*

**Mauritanie** : Les ADL sont -comme cela a été constaté en 2003- " les chevilles ouvrières du processus de développement local ". Cependant, l'efficacité des ADL et la pérennité des postes posent des difficultés du fait de la faible capacité de mobilisation de financements par les communes. Des nombreux départs ont été enregistrés, dans d'autres cas les ADL sont moins présents et ne produisent presque pas du résultat. Actuellement quatre ADL sur huit seulement sont en poste.

**Bakel** : Bien qu'important, le renforcement de capacités des ADL a été très marginal dans la conduite du programme dans la mesure où le dispositif d'animation des ICC n'a pas été mis en place sur l'ensemble des communautés rurales. Au début de l'année 2006, il n'y avait que 2 ADL en poste avec respectivement 12 mois de travail pour celui de Kothiari et 6 mois pour celui Pété.

**Mali** : Les ADL de 3 communes de l'élargissement et des communes des intercommunalités ont suivi 3 formations différentes (monographie, élaboration des PAP et la méthode MARP). Au total du fait de la mutualisation intercommunale, 6 ADL sont en fonction dans l'ensemble des communes accompagnées.

Le renforcement des capacités des ADL fait l'objet d'un suivi permanent par les équipes à travers l'organisation:

#### → des journées de suivi des ADL

Elles ont permis un renforcement du suivi/ évaluation du processus de développement local et à faire vivre le lien entre les migrants leurs territoires à travers les bilans mensuels établis par les ADL.

Elles ont aussi permis de réguler les mouvements des ADL entre le terrain et le bureau et de s'informer mutuellement du contexte réel des communes.

La complémentarité entre ADL du même contexte a été plus effective.

#### → des journées de l'animateur

Elles constituent de l'autoformation mais aussi une sorte de mutualisation de compétences techniques. Les journées de réflexion de 2006 sont orientées essentiellement sur la fonction d'agent de développement local, les méthodes et les actions des intervenants et la gestion des conflits.

#### → sessions de formations pratiques

Sur financement du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, le GRDR sur expertise du Centre Diolibia a réalisé une formation sur " le développement local : approche multi acteur " pour 23 participants (7 élus, 2 membres des instances de concertation communale, 7 Agents de Développement Local, 7 agents du GRDR).

### *Les organisations paysannes*

Dans le cadre de l'appui aux organisations paysannes en mauritanie, les cellules ont conduit :

- ♦ La mise en place d'un Comité d'Attribution du FAIB composé de leaders associatifs, des élus et les opérateurs dans le développement de la Wilaya du Gorgol.
- ♦ La mise en place d'un manuel de procédure de gestion et de fonctionnement du FAIB.
- ♦ L'évaluation du projet " Caravane du Guidimakha " et ouverture de nouvelles perspectives.

En perspectives, le collectif des unions de coopératives du Guidimakha se mobilise pour la mise en place d'une radio rurale. Cette initiative vise à maintenir les relations internes et externes créés par la " Caravane " entre les communautés et entre les acteurs, constituer une tribune d'expression, de débats et de concertation.

Les acteurs appuyés ont développé des compétences dans l'élaboration de documents stratégiques de développement de leur commune. Ainsi sur l'année 2006 nous avons fait le bilan suivant :

La Mauritanie a accompagné les communes de Baidiam et de Dafort ainsi que l'association des migrants du Diogountouro dans la formulation et la mobilisation des partenaires autour de plusieurs projets de développement. Au total 14 projets élaborés ont été soumis aux bailleurs pour 7 communes sur les 9 prévues initialement. La commune de Khabou dispose de son plan d'actions prioritaires finalisés

Les communautés rurales de Bokiladji et Orkadiéré ont mieux réussi la mise en œuvre de leurs programmes d'activités qui étaient centrés sur l'élaboration de PLD avec ses actions connexes que sont l'implication des migrants et la préparation de la mission en France. Etant en début de processus et ont bénéficié d'une plus grande présence du GRDR et d'une forte mobilisation des acteurs locaux. L'élaboration des documents cadres de planification (PLD) et opérationnels (PAI et PAP) s'est poursuivie en 2006 avec une forte implication de tous les acteurs locaux ainsi que les services déconcentrés de l'Etat. 2 PLD sur 4 ont été finalisés, 2 PAI sur 4 ont été réalisés et aucun PAP n'a été réalisé faute de moyens.

La cellule de Kayes accompagne le CPCD dans l'élaboration de son plan de développement intercommunal.

Les communes appuyées disposent de documents stratégiques présentant leur vision du développement de leur territoire. Ces dits documents peuvent servir de porte d'entrée aux bailleurs ou intervenants de la localité.

#### **Perspectives :**

- ♦ Mise en œuvre des PAP et des projets
- ♦ Réalisation d'études socio économiques complémentaires
- ♦ Mobilisation des partenaires financiers

### **3. La mobilisation de financement**

A Bakel : Les Conseils Ruraux ont accepté de contribuer de manière significative au financement de la réalisation du PLD sur fonds propres tirés de leur budget (plus de 2 millions CFA) montrant ainsi leur volonté et l'intérêt qu'ils accordent au travail de planification

Dans le Guidimakha mauritanien Six des sept communes qui ont élaboré des projets de développement (soit 80% des communes) ont mobilisé un montant global de 505 242 709 UM (soit environ 1 578 890 euros)

Ces montants traduisent non seulement la qualité des projets présentés mais aussi la confiance accordée par les bailleurs à nos partenaires qui ont développé des compétences avérées dans la maîtrise et la compréhension de leurs territoires

### **4. La construction des partenariats**

#### *Les missions des maires en France*

Elles contribuent à la construction de partenariats avec les collectivités du nord mais aussi à la construction de liens forts entre les migrants et leur territoire d'origine.

- ♦ Le maire de Ould Yengé en mission en France : La rencontre entre la commune et ses ressortissants était une étape indispensable pour que les migrants jouent le rôle de " chercheur de partenariats pour leur commune
- ♦ Les PCR de Bokiladji et Orkadiéré ont rencontré les migrants en France. Aujourd'hui il existe une association ou projet d'association communale des ressortissants pour l'ensemble des communautés rurales qui ont effectué une mission en France (Kothiary en 2002, Pété en 2005, Bokiladji et Orkadiéré en 2006). Ces associations sont chargées désormais d'assurer le lien avec le Conseil Rural et relayer l'information au niveau des différentes associations villageoises.

#### *Les partenariats de coopérations décentralisées*

##### **Mauritanie**

Les communes de Bouilly et Dafort ont renforcé leurs partenariats aussi bien avec les collectivités du Nord (Aubervilliers pour Bouilly) qu'avec les associations des migrants de leurs communes (Dafort). Ces partenariats se sont traduits par le financement des actions prioritaires des communes ou la prise en charge de l'ADL à hauteur de 4000 euros.

##### **Bakel**

Les communautés rurales de Gabou, Kothiary et Orkadiéré ont signé des partenariats de coopération décentralisée respectivement avec la Communauté des Pays Viennois, Mont Revel en Bresse et le Conseil Général de la Drome en France. En fin juin 2006, à Saint Louis, l'équipe de Bakel a participé aux journées de la coopération décentralisées qui ont rassemblé des acteurs du Nord et du Sud et ont été l'occasion de découvrir les multiples facettes de la coopération décentralisée.

##### **Mali**

L'organisation de la phase retour du projet " Regards Croisés sur le Développement Local et la participation " a mobilisé :

- ♦ Les communautés des communes du Pays de la Faïence de DEVRES(CCPF), partenaire de Kouniakary,
- ♦ La communauté des communes du Cœur d'OSTREVENT (CCCO), partenaire de Sadiola
- ♦ La Communauté de Communes du Pays du Solesmois (CCPS) partenaire de Gory Gopéla,
- ♦ La communauté des communes des trois Pays (CCTP) partenaire de Maréna Djombougou.

*L'ensemble de ces partenariats montre le dynamisme existant dans la commune appuyée qui sont appropriée du sens même de la démarche Paidel*

## Autres appuis aux migrants

Le GRDR a été retenu comme opérateur du projet Initiatives de Co-développement mis en œuvre au Sénégal, pour l'accompagnement des projets des migrants dans les différentes phases de leur conception et de mise en œuvre.

Au Mali, la cellule a participé aux activités du dispositif de Codéveloppement en région de Kayes à travers l'accompagnement au montage de deux projets soumis au financement du FSP (construction d'un jardin d'enfant à Gouméra et aménagement des eaux de surface pour le CPCD)

La cellule a participé à la tenue de l'atelier REDL sur le thème "co-développement" : **Rôle et place des associations de migrants dans la construction et la gestion des coopérations décentralisées**. En organisant cet atelier, nous avons voulu mettre en débat le concept de co-développement afin d'analyser les différents contours. L'atelier a eu le mérite de partager avec les membres du REDL et d'autres acteurs de développement de la région de Kayes, l'expérience du GRDR afin de contribuer à une meilleure compréhension du concept co-développement et des acteurs qui l'animent

### Le processus Paidel est capitalisé et diffusé

L'évaluation du PAIDEL en novembre 2004 a soulevé des constats et recommandations qui ont fait l'objet du résultat 4 du programme 2006. En effet, les évaluateurs ont constaté que " le GRDR a produit de nombreux outils et documents mais engrangés sans véritable capitalisation ". En même temps, l'orientation du GRDR vers des nouvelles thématiques est une des principales recommandations des évaluateurs afin d'assurer la continuité de ses actions dans le bassin du fleuve Sénégal. Ainsi en dehors de la capitalisation des outils, les thèmes en cours d'exploration à cet égard sont : l'initiation de l'Education Géographie et Identité Communale à travers " une approche pédagogique par le besoin " au niveau des écoles fondamentales de la commune de Baïdiam et de Ould Yengé, la mise en place d'un processus de coopération transfrontalière dans le bassin du Karakoro.

## 1. La capitalisation des outils

L'ensemble des guides constitue une base de savoirs et savoir-faire à disposition des acteurs locaux pour agir prudemment dans l'exercice du développement local.

Le guide sur la monographie communale est disponible depuis 2005. Au cours de l'année 2006 nous avons travaillé à la conception de 3 autres guides :

- ♦ Le guide de l'ADL
- ♦ La concertation
- ♦ Comment élaborer son PAP

Le GRDR a participé avec ECO-DEVELOPPEMENT à l'élaboration d'un guide pratique de montage de projets commandité par le SCAC dans le cadre de son Fonds Social de Développement.

En outre, le GRDR a participé à l'atelier d'écriture de Bamako en octobre 2005 organisé le Groupe Initiatives

et le CEPIA pour partager ses expériences et les savoir-faire acquis dans la région du Guidimakha. Cet atelier réunissant quinze nationalités africaines fut l'occasion pour le GRDR d'élaborer un article proposant des éclairages et des repères sur le rôle et les fonctions d'un animateur de développement local dans les collectivités locales.

Le texte produit par le GRDR porte sur " réflexion sur le rôle et la place de l'animateur de développement local dans un processus de développement local. L'article est publié par les " éditions du Groupe Initiatives " et servira de guide d'appui conseil aux acteurs de développement

## 2. Le forum sous régional de développement local

Le forum sous régional de développement local organisé par le GRDR à Saint Louis en décembre 2006 a réuni près de 200 participants. Ce forum est un événement d'envergure internationale qui a permis de:

\*Faire connaître l'expérience du GRDR en matière de développement Local

\*Tirer les enseignements du PAIDEL PIMDERO

\*Recueillir les expériences des autres acteurs évoluant sur la même problématique

\*Mettre en débat les méthodes et modes opératoires du GRDR

\*Initier une plate forme sous régionale sur le DL

Rappelons que ce forum était prévu dans la convention d'objectifs de l'année 2000 entre le GRDR - MAE au terme des trois années d'expériences du PAIDEL. En trois ans, la démarche PAIDEL était difficilement capitalisable selon les pratiques du GRDR Mauritanie, Mali et le Sénégal. C'est suite à deux années de transition après la convention de 2000 que la démarche PAIDEL-PIMDERO a été mûrie et uniformisée dans les 3 pays à travers des outils d'animation, de planification et de mise en œuvre d'un processus de développement local sur le double " espace de la migration " .

## 1. EGIC mauritanie : Vers un outil d'éducation civique dans les écoles

Le GRDR teste depuis fin 2003 un module d'initiation des élèves du primaire et fondamentale à la géographie communale.

Depuis fin 2005, un programme d'enseignement dans les écoles de deux communes (1 rurale et 1 urbaine) est validé par la direction de l'éducation régionale.

Un manuel a été élaboré et en cour de validation par les techniciens à la pédagogie de l'éducation de l'enfant. Cette initiative innovante enrichit les dynamiques de rapprochement entre la commune et ses citoyens. Un nouveau pas dans le développement local et le renforcement des politiques de décentralisation est ainsi franchi.

## 2. Le transfrontalier :

L'initiative (étude de faisabilité d'un programme transfrontalier Karakoro) conduite par le GRDR a pour principal objectif de susciter une réflexion prospective et un plaidoyer pour la promotion d'une coopération de proximité dans le bassin du fleuve Sénégal. La validation institutionnelle de l'initiative Karakoro, se déroule en trois étapes : une phase de préparation institutionnelle et politique ; une phase de consultation élargie et élaboration du plan d'action, une phase de concertation et de validation du document de programme.

Les équipes du Mali et de la Mauritanie ont participé aux différentes étapes du programme transfrontalier :

Les actions réalisées sont les suivantes :

- ♦ Réalisations d'une pré enquête pour l'identification des dynamiques d'échanges transfrontalières,
- ♦ Le repérage des sites d'enquête qui a concerné les communes de la Mauritanie et du Mali (cercle de Kayes et Yélimané) tout au long de la rivière du Karakoro (frontière naturelle entre les deux états),
- ♦ La définition des thèmes de travail (élevage, santé, gestion des ressources naturelles et commerce).
- ♦ La rencontre institutionnelle entre autorités politico administratives des deux pays avec la participation de la société civile des populations transfrontalières, le représentant des communes transfrontalières et le GRDR en tant que porteur du projet.



Depuis 2002, le G.R.D.R. mène en lien étroit avec le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL), un programme de Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leurs Régions d'Origine (PIMDERO) et avec le PAIDEL et le PASH (Programme d'Appui au Secteur Horticole) un programme " Interfaces " en Nord - Pas de Calais (NPDC).

De manière opérationnelle, le PAIDEL vise à accompagner les acteurs locaux dans le renforcement de leurs compétences et de leurs capacités en terme de développement local, **le PIMDERO a pour objectif de valoriser le rôle d'acteurs de développement " ici et là-bas " des associations de ressortissants et " Interfaces en NPDC " de favoriser l'implication citoyenne en faveur de la solidarité internationale.** Ces programmes constituent le volet français de la stratégie du PAIDEL et tend à renforcer la pertinence et l'efficacité de l'accompagnement du GRDR sur les deux territoires de cette migration, celui d'origine - le Mali, la Mauritanie et le Sénégal - et celui d'accueil en France.

## 1. Contexte du projet: 2006 année du Co-développement

A l'échelle mondiale, l'année **2006 fut l'année du co-développement**. Depuis la conférence euro-africaine de Rabat en juillet 2006 et le dialogue de haut niveau au sein de l'ONU sur les migrations internationales et le développement à New-York en septembre, les migrations occupent le cœur des débats d'actualité.

Ces programmes sur le double-espace de la migration sont l'occasion pour le GRDR d'investir le champ du **concept de co-développement**, d'en définir les contours et de lui **redonner du sens comme " processus de développement partagé, simultané entre " ici " et " là-bas ", autour d'un positionnement renouvelé des associations de migrants, actrices de développement sur les deux territoires de leur espace de migration** ". Le forum de Saint-Louis a même été l'occasion de parler de dynamiques de " *développement par la mobilité* ". La **zone d'action** correspond à **l'espace de la migration**, articulé entre les **territoires d'origine et les territoires d'accueil** des ressortissants, notamment en France, les régions Ile de France et Nord-Pas de Calais mais plus largement avec les pays euro méditerranéens. Ces programmes sont articulés autour de **la connaissance des entités territoires concernées, de l'identification et de la mise en relation des acteurs** qui y interviennent et de **la compréhension des nouveaux enjeux** - notamment en terme de partenariats de coopération décentralisée - qui lui sont afférents.

## 2. Objectifs et résultats: une pratique de recherche-action capitalisée.

- ♦ Favoriser une meilleure implication des migrants dans le développement de leur région d'origine en accompagnant leurs associations dans la construction de partenariats de coopération décentralisée efficaces, durables et équilibrés.

- ♦ Renforcer l'implication des migrants dans l'élaboration des projets de territoire et la planification des politiques communales de développement.
- ♦ Promouvoir des partenariats de co-opération qui soient fondés sur une imbrication renouvelée entre les notions de citoyenneté et de développement " ici " et " là-bas " .

L'année 2006 marque la fin de la première phase du PAIDEL - PIMDERO et correspond à une année de transition pour " Interfaces en NPDC ". C'est l'occasion d'en dresser un premier bilan [Résultats chiffrés (2002-2006)] :

#### En Ile de France :

- ♦ Cinq cycles de formation " Développement local et partenariats communaux " : 200 leaders associatifs migrants et 15 techniciens de co-opération décentralisée ont été formés (une cinquantaine en 2006).
- ♦ 35 missions (dont 9 en 2006) organisées des acteurs du BFS en France : 23 communes, 60 participants dont 47 personnes différentes (16 en 2006) [22 maires / PCR, 11 élus locaux, 7 membres des ICC, 6 ADL, 1 SG].
- ♦ 18 associations communales fonctionnelles, 5 en construction [sur 34 collectivités PAIDEL].
- \* Une quinzaine de projets de développement construits sur les territoires d'origine.
- ♦ Des partenariats financiers en cours (appel à projet Mairie de Paris " co-développement ", coopération décentralisée) et les premiers projets de co-développement, portés par les migrants, valorisés en France : L'hay-les-roses, Paris XIIIème, Villetaneuse.

#### En NPDC :

- ♦ Accompagnement de six établissements de formation agricole [cf. carte NPDC] dans leur relation avec la région de Kayes (Mali) et mobilisation de multiples partenaires [Maisons familiales et rurales, Parcs Naturels Régionaux, Agence de l'eau Artois-Picardie, Lianes, Cap Humanitaire, CRDTM, DRAF, AFIP, Gabnor, Chambre d'agriculture, etc.].

Association pour le Développement de la Commune de Gouméra en France

# Une Crèche pour Gouméra

Les ressortissants de Gouméra en France vous invitent à fêter  
**"Gouméra dans le 13<sup>e</sup>"**  
 le samedi 11 mars 2006 de 11h à 18h

Gymnase 121, rue de la Glacière Paris 13<sup>e</sup> - Métro Glacière

Venez partager dans la fête un moment de solidarité et découvrir l'action des ressortissants de Gouméra pour la petite enfance

GAF GRDR Mairie du 13<sup>e</sup> PARTENAIRE



**Bilan global :** 24 partenariats de coopération décentralisées accompagnés [cf. carte Seine Saint-Denis] : 3 régions, 9 intercommunalités, 12 communes et 5 missions " retour " dans le cadre du projet " regards croisés ", 2005-2006.

**A l'échelle européenne :** Consolidation du partenariat avec le Conseil de l'Europe (18-21 mai 2006, Lisbonne) - Construction d'un consortium euro-méditerranéen avec des ONG italienne (GAO), espagnole (GRAMC) et portugaise (INDE) de co-développement [cf. carte]





Gouméra à Versailles



Participants au Forum de Saint Louis (Sénégal)

## Les acteurs et partenaires principaux

Les partenaires du PAIDEL sont aussi ceux du PIMDERO et de l'antenne Nord-Pas de Calais. Néanmoins, le programme développe des partenariats souvent informels avec les associations de ressortissants et les collectivités territoriales françaises à différents niveaux d'échelle et plus ponctuels avec des structures techniques et financières d'appui au développement local en Europe.

- Une 100aine d'associations de ressortissants Mauritanien, Sénégalais et Maliens résidant en France
- Les fédérations malienne et mauritanienne (HCME et RAME) de ressortissants et leur composante " jeunes " (Mauritalents) et " femmes " (Kaffo : Guidimakha Mauritanien).
- Les partenaires de coopération décentralisée (communes, intercommunalités, départements et régions) et l'ensemble des acteurs sur chacun des territoires.
- Les partenaires techniques : Cités Unies France, UNADEL (Idélif et Géants).
- Les partenaires européens : Indé (Portugal), Gao (Italie), Gramc (Espagne) et le Conseil de l'Europe (Strasbourg et Lisbonne).

## Nos Partenaires financiers

Les **partenariats financiers** du programme sont **solides** : le Ministère des Affaires Etrangères ; la Région Ile de France et le Conseil Général de Seine Saint-Denis et le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

## Perspectives

Le PAIDEL 2007- 2009 prendra d'autres dimensions intercommunales, régionales et sous régionales par la mise en œuvre d'un nouveau programme triennal visant globalement à contribuer au développement économique et social dans la zone d'intervention et renforcer les conditions de participation et de prise en charge des populations de leur propre développement sur le double espace de la migration

De façon spécifique, il est recherché à travers PAIDEL 2007 - 2009 le renforcement de la citoyenneté des acteurs locaux par l'accompagnement d'une dynamique de développement concerté à l'échelle régionale et sous régionale.

Ce nouveau programme est constitué de quatre grands axes :

- 1) Le renforcement de l'identité communale par la mise en oeuvre d'une stratégie de développement territorial,
- 2) La mobilisation de nouveaux leaderships autour de leur dynamique régionale,
- 3) La création d'un espace sous régional d'animation et d'appui conseil en développement local sur le bassin du fleuve Sénégal,
- 4) Le renforcement de l'implication des migrants dans les programmes de développement afin qu'ils se positionnent comme acteurs du co développement

Parallèlement, le GRDR Mauritanie et Mali conduisent le programme transfrontalier dans le Bassin du Karakoro. Le programme concerne 11 communes de la Mauritanie et du Mali sur le bassin du Karakoro. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir une coopération de proximité sur le bassin du Karakoro dont les grands axes sont :

- La gestion concertée des espaces transfrontaliers et de ressources naturelles,
- La décentralisation et l'amélioration de l'environnement infrastructurel,
- La dynamisation des filières économiques transfrontalières,
- L'élaboration d'outils méthodologiques et capitalisation.

Sur l'espace du co-développement, les perspectives pour 2007-2009 sont:

Le programme PAIDEL entre dans une seconde phase qui cherchera à ouvrir le processus sur d'autres échelles territoriales (intercommunalités, transfrontalier, bassins versants, filières, etc.) tout en approfondissant les conditions, les outils et les enjeux du développement économique local. Les passerelles avec les programmes GRN (TKLM, Sécurité alimentaire) et Santé seront consolidées. Dès lors, les programmes PIMDERO et Interfaces se fondent dans un même **programme EDUCODEV intitulé " Migrants, acteurs d'éducation au co-développement "** en partenariats avec deux associations portugaise (Indé) et italienne (Gao) dont la plupart des financements sont acquis pour les années 2007-2009.

**Objectifs généraux :**

" L'opinion publique européenne comprend mieux les enjeux de la migration pour les pays du Sud et soutient l'aide au développement pour réduire la pauvreté dans le monde.

" Les pays du Sud bénéficient de la part des acteurs de solidarité internationale, d'un appui au développement plus cohérent et efficient, en adéquation avec les politiques nationales et les aspirations des populations.

" Le regard des populations européennes s'ouvre aux richesses tant matérielles qu'idéelles inhérentes aux phénomènes migratoires.

**Objectif spécifique** : L'opinion publique européenne est consciente des enjeux du co-développement et s'implique avec les migrants dans des actions de solidarité internationale.

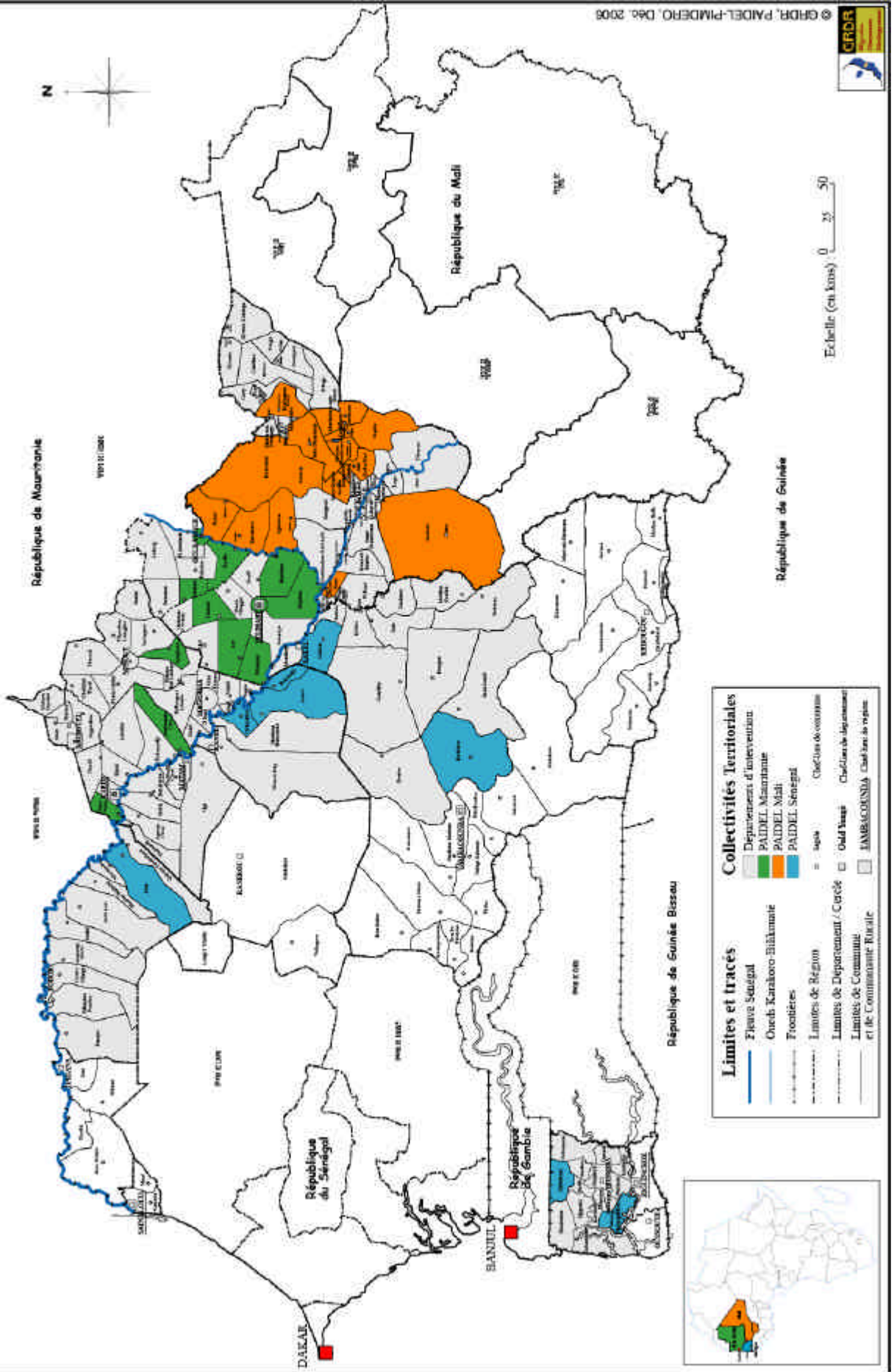
Résultat N°1 : Les acteurs de solidarité internationale (OSIM, OSI, coopérations décentralisées) sont informés et formés sur les bonnes pratiques de co-développement et agissent de façon cohérente, efficiente et pertinente.

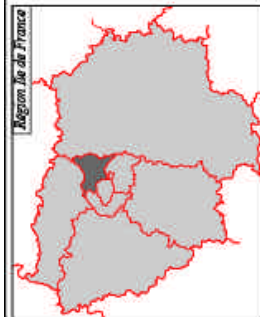
Résultat N°2 : A travers des campagnes locales et une campagne européenne d'éducation au co-développement, l'opinion publique est sensibilisée aux enjeux du co-développement et soutient des actions de solidarité internationale.

Résultat N°3 : Les membres du consortium et l'ensemble des autres acteurs d'éducation au co-développement (universités, OSI, OSIM, coopération décentralisée) échangent, capitalisent et diffusent leurs pratiques et leurs expériences.

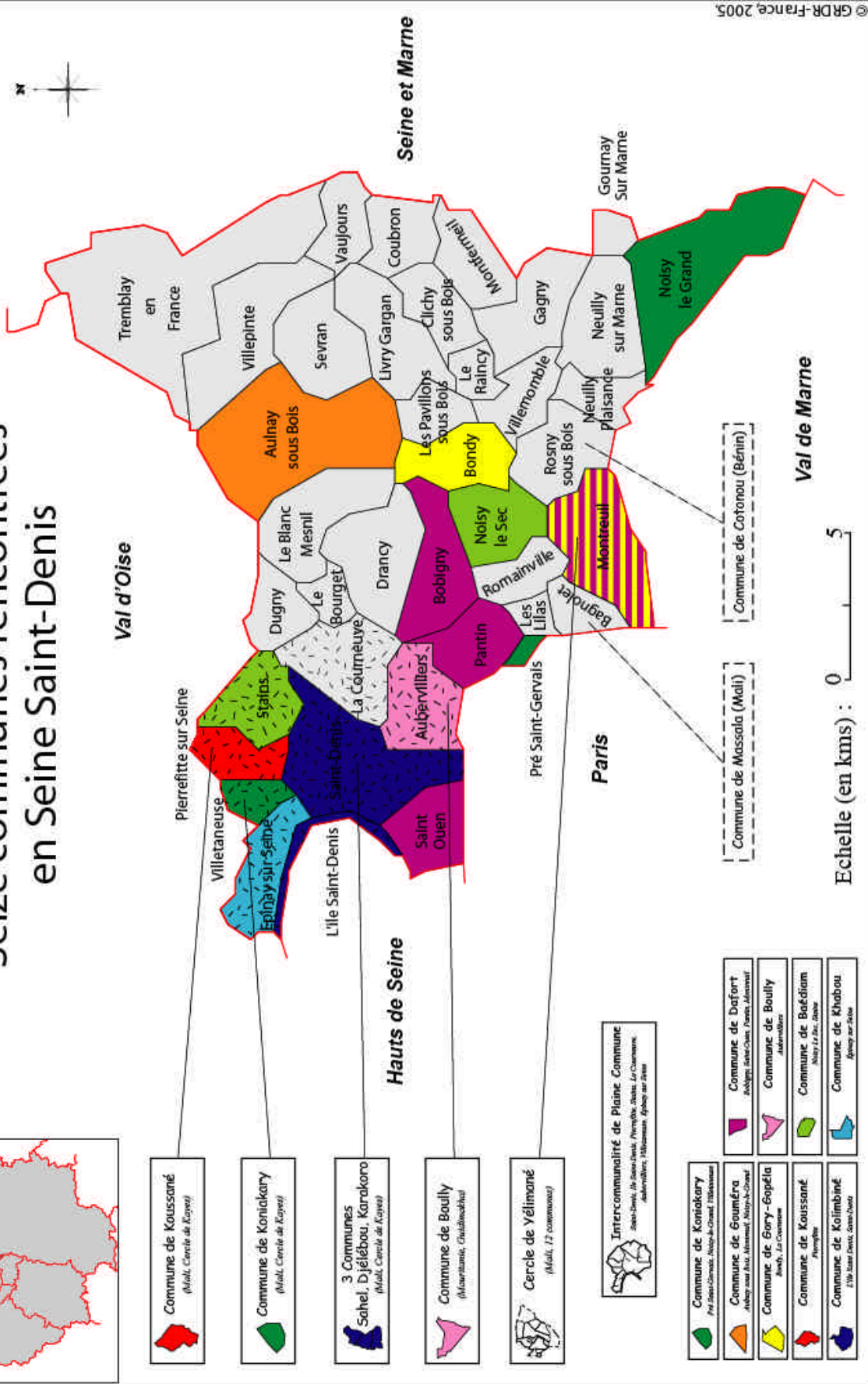


# Régions d'intervention du GRDR (PAIDEL)



















# Seize communes rencontrées en Seine Saint-Denis



© GRDR-France 2005

- 
**Commune de Koussané**  
(Mali, Cercle de Kayes)
- 
**Commune de Koniakory**  
(Mali, Cercle de Kayes)
- 
**3 Communes**  
Sahel, Djélébou, Karakoro (Mali, Cercle de Kayes)
- 
**Commune de Bouilly**  
(Mali, Cercle de Kayes)
- 
**Cercle de Yélimané**  
(Mali, 17 communes)

**Intercommunalité de Plaine Commune**  
 Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Paris, Val-de-Seine, Aubervilliers, St-Denis, La Courneuve, St-Ouen

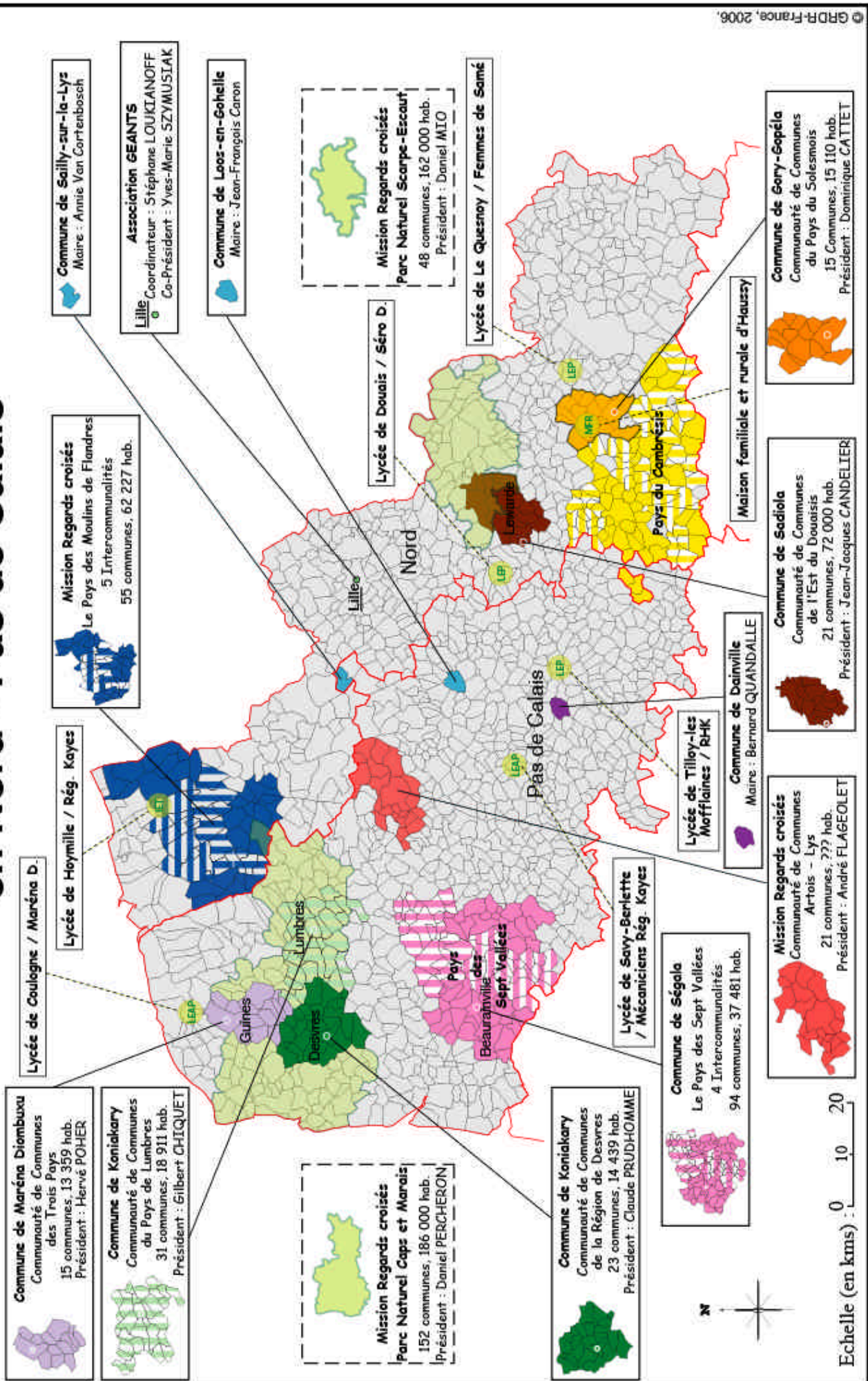
	<b>Commune de Koniakory</b> <small>Pré-Saint-Gervais, Noisy-le-Grand, St-Denis</small>		<b>Commune de Dafort</b> <small>Bougry, Saint-Ouen, Paris, Aulnay</small>
	<b>Commune de Gouméra</b> <small>Aulnay sous Bois, Aulnay, Noisy-le-Grand</small>		<b>Commune de Bouilly</b> <small>Aubervilliers</small>
	<b>Commune de Bory-Gogéla</b> <small>Bondy, La Courneuve</small>		<b>Commune de Baéddim</b> <small>Noisy-le-Grand, Bondy</small>
	<b>Commune de Koussané</b> <small>Pré-Saint-Gervais</small>		<b>Commune de Khabou</b> <small>Dugny sur Seine</small>
	<b>Commune de Kolimbé</b> <small>219 Saint-Denis, Saint-Ouen</small>		

Commune de Mossala (Mali)

Commune de Cotonou (Bénin)

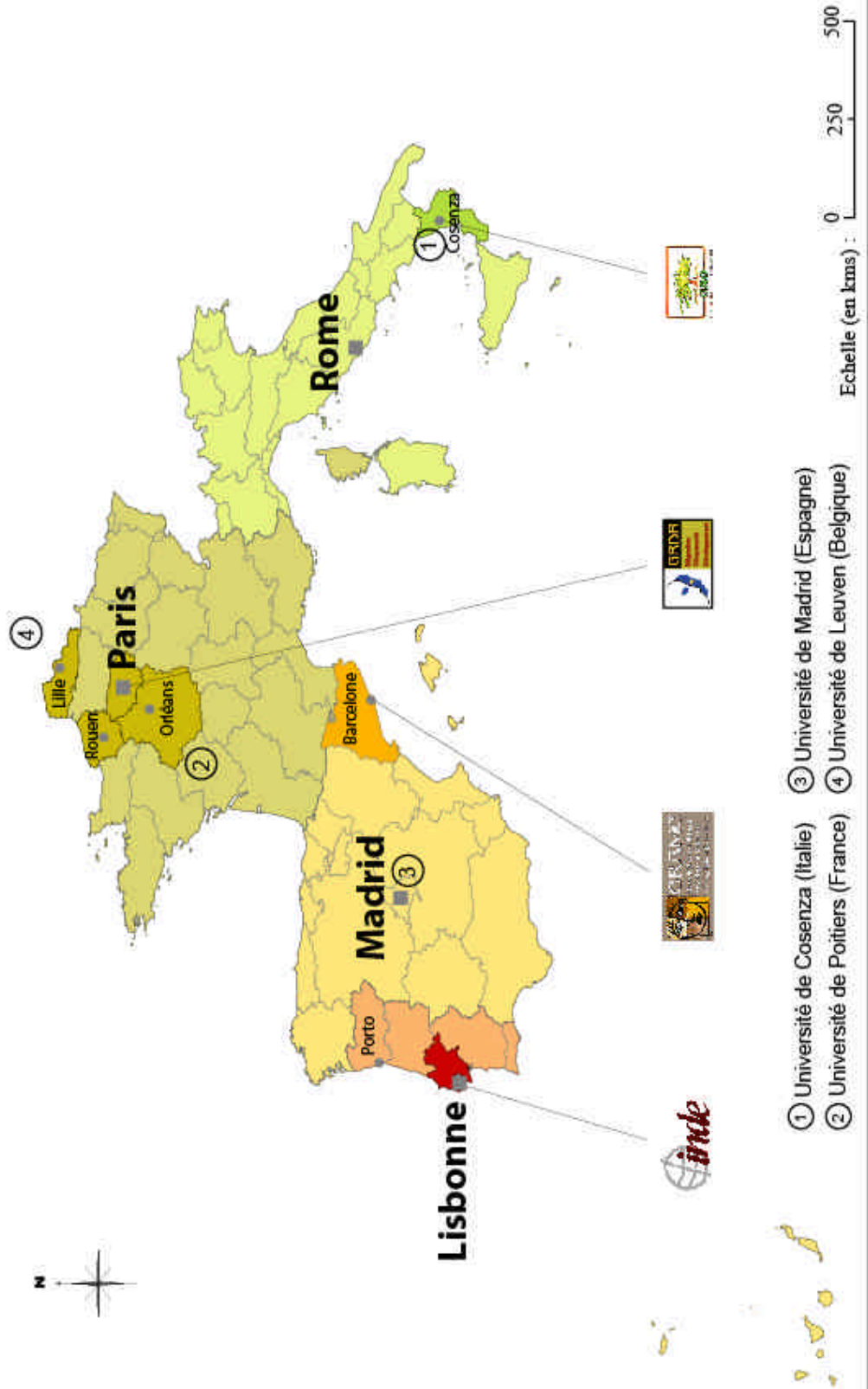
Echelle (en kms) : 0 5

# Des partenariats divers de co-opération en Nord - Pas de Calais



# Un consortium euro-méditerranéen

Au coeur des pratiques de recherche-actions  
en matière de co-développement





2

# Appui aux producteurs

## Programme d'Appui au Secteur Horticole (PASH)-MALI

### Contexte

La région de Kayes est très vaste (120 760km<sup>2</sup>) avec une densité de 12 habitants /km<sup>2</sup>.

L'économie essentiellement agro - sylvo - pastorale est soumise à plusieurs calamités (sécheresse des années 70, 84 et 2004, et invasion acridienne de 2005).

La migration sud /sud et sud/ nord est phénomène très courant et de plus en plus hypothéquée.

On note également un début de désenclavement de la région (axe routier Bamako -Diéma- Kayes-Dakar, Kayes - Yélimané, Sandaré - Nioro) en plus la privatisation du chemin de fer qui ne tient plus toutes ses promesses.

Face à tous ces constats, l'horticulture (maraîchage et arboriculture fruitière) est envisagée comme solution alternative s'appuyant sur les ressources en eau et terres importantes.

L'ambition du PASH est de contribuer significativement à l'essor socio-économique de la région en accompagnant les producteurs. Elle se décline en 3 objectifs spécifiques :

- ♦ Accompagner l'émergence d'une organisation paysanne faitière des horticulteurs de la région de Kayes et renforcer son ancrage dans l'économie régionale
- ♦ Consolider les acquis des appuis antérieurs à la filière horticole
- ♦ Diffuser les savoirs-faire du GRDR en horticulture dans de nouvelles zones notamment les cercles de Yélimané et Kéniéba

Le projet prévu pour 3 ans est localisé dans la région de Kayes et plus précisément les cercles (préfectures) de Kayes, Yélimané et Kéniéba.

Les perspectives de 2006 étaient :

- la structuration du Réseau des horticulteurs
- la réflexion sur l'articulation aménagement des eaux de surface et la gestion des ressources naturelles
- l'évaluation du projet qui arrivait à terme
- et la capitalisation des outils



### Activités menées et résultats obtenus

#### Appui à la structuration :

Le Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes est une organisation professionnelle agricole fonctionnelle qui existe à l'échelle de la région. Il regroupe 57 associations de différents types soient plus de 10 000 producteurs.

Le RHK met en œuvre un service "intran" à l'endroit de ses membres.

#### Appui à la production horticole et gestion de l'exploitation. :

- ♦ Les producteurs mesurent la rentabilité de l'activité (340 FCFA/m<sup>2</sup> en moyenne) et deviennent entreprenant en vue de renforcer cette rentabilité (système d'achat groupé des semences)
- ♦ Des technologies nouvelles adaptées au milieu et respectueuse de l'environnement sont mis à la disposition des producteurs (goutte à goutte, case de conservation d'oignon, l'insecticide naturelle à base de neem).
- ♦ Financement de 110 projets dont 75 en agriculture pendant l'année 2006 pour un montant total de 13 425 000 FCFA. Le nombre de bénéficiaires est estimé à 524 personnes dont 352 femmes
- ♦ La coordination régionale des transformatrices devient le point focal de réflexion pour la promotion des produits transformés.

#### Actions de diffusion des expériences :

- ♦ 88 groupements féminins soient 647 femmes ont bénéficiés des formations en techniques de base en maraîchage (pépinière, parcellaire, compostage, traitement, etc...).
- ♦ 15 pépiniéristes d'arbres fruitiers (manguiers et agrumes) sont formés dans les zones historiques du Logo, Diombougou et Diafounou.
- ♦ 15 collectivités des cercles de Kayes et Yelimané sont sensibilisées par rapport à la prise en compte de l'horticulture dans PDSEC .

#### Prospection

- ♦ Potentialités et contraintes du secteur horticole dans le cercle de Kéniéba sont identifiées.

#### Partenariats Nord/Sud

- ♦ Organisation de 5 voyages d'échange Nord/Sud dont 2 dans le sens sud/nord

#### Les difficultés rencontrées.

Elles découlent surtout de la disproportion de la zone d'intervention (très vaste) par rapport aux ressources du programme. En effet la cellule rencontre les plus grandes difficultés à effectuer un suivi efficace des actions.

#### Perspectives

Redéfinition de la stratégie d'accompagnement du secteur tenant compte du contexte actuel pour les 3 ans à venir à travers une phase d'orientation de 7 mois



## Les acteurs et principaux groupes concernés par le PASH

### Acteurs :

- ♦ Les collectivités décentralisées (ARK, conseil de cercle, les communes)
- ♦ Les services publics et para - publics que (DRA , chambre Régionale d'Agriculture, CRRA , DRPV , DRCN , DRGR )
- ♦ Les structures privées d'appui : ADR , AVRL , AIDEB , RCNEC , JPA , Radio Rurale de Kayes, Khasso Buntumba, Réseau des caisses Nyésigiso, ),
- ♦ Les prestataires ou Bureaux d'étude : (CIDS , GIE Horti Services, CNAFOD , et prestataires privés)
- ♦ Le Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes (RHK)
- ♦ Organisations professionnelles partenaires de la Région Nord Pas de Calais en France.

### Groupes concernés :

- ♦ Les associations membres du RHK (57 au total)
- ♦ Les associations ou organisations de producteurs
- ♦ Les producteurs individuels

### Les partenaires Financiers

ALDEFI

NPDC: Conseil régional Nord-Pas-de Calais

CCFD: Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement

Fondation Michéham

CFSI: Comité Français de Solidarité Internationale

UE: Union Européenne

## Le projet d'appui aux Horticulteurs de Bakel et à leur Union. SENEGAL

Malgré la rupture de contrat entériné en 2006 nous avons consenti à réaliser l'évaluation finale du programme tel que prévu dans le cadre de la donation Globale UE. Les termes de référence de cette évaluation ont été rédigés et les consultants recrutés. Le rapport d'évaluation est aujourd'hui disponible au GRDR.

Sur le terrain, le GRDR Bakel a rencontré les responsables de l'Uphorbak suite à l'arrivée du nouveau coordinateur de la Cellule afin de discuter des perspectives d'avenir.



## Le Fonds d'Appui aux Initiatives de Base (FAIB) dans le Gorgol- MAURITANIE

Le FAIB est un outil financier de proximité visant à faciliter le développement des activités des organisations communautaires de base (OCB) en cofinçant leurs projets. Il permet un accès aux financements locaux des organisations paysannes qui n'ont les capacités de mobiliser les bailleurs autour de leurs problématiques de développement. Les actions financées par le FAIB constituent un terrain d'apprentissage, de formation, et de consolidation des compétences des organisations de base : ces dernières apprennent à monter un projet, à l'instruire et à gérer des fonds.

Pour la conception du FAIB - Gorgol les deux phases nécessaires sont réalisées :

Une **phase institutionnelle** qui consiste à tirer les leçons des expériences au Guidimakha pour mettre en place un Comité d'Attribution de fonds. Sa composition nécessite l'identification et la consultation des acteurs dans la Willaya du Gorgol. Il a pour mission fondamentale de vérifier la faisabilité et l'authenticité des projets, d'attribuer les fonds et de suivre la mise en œuvre des projets financés.

Une **phase opérationnelle** qui consiste à élaborer d'abord les outils de gestion et de fonctionnement du Comité d'Attribution. Le cahier de procédures d'octroi de fonds et le règlement intérieur du Comité d'Attribution sont mis en place pour permettre le bon fonctionnement des activités et l'affectation pertinente des fonds.



## La caravane d'échanges d'expériences et des savoirs-MAURITANIE

### Rappel du contexte

Le projet "Caravane du Guidimakha" est un outil d'échange de savoirs et savoir-faire, entre coopératives agricoles, contribuant aux objectifs du PAIDEL. Travaillant sur le renforcement de capacité de la société civile, il contribue à l'un des résultats du PAIDEL : " Renforcement des capacités des organisations rurales pour leur permettre d'être plus autonomes et de s'impliquer d'avantage dans les débats sur le développement local et la gestion des affaires publiques afin d'améliorer l'impact et de garantir une certaine transparence ". A travers des voyages itinérants, la caravane est comme un outil d'échange de savoirs et savoirs - faire pour stimuler une dynamique d'organisations socio professionnelles compétentes techniquement.

### 1. Evaluation finale au Guimakha

En 2006, le projet caravane est arrivé à son terme. Les échanges ont concerné l'organisation et la vie associative, les activités génératrices de revenus (maraîchage, élevage, agriculture....) et la santé. L'impact de la caravane est caractérisé par des nouvelles initiatives des organisations de la société civile et des nouvelles adhésions au niveau du collectif des unions.

L'évaluation externe a constaté les améliorations techniques suivantes :

- ♦ Introduction des nouvelles plantes médicinales,
- ♦ Apprentissage de techniques de production de farine infantile,
- ♦ Apprentissage de techniques de greffage arboriculture,
- ♦ Amélioration des techniques de maraîchage,
- ♦ Diffusion des outils de collecte de la gomme arabique préservant la plate,
- ♦ Préparation et vente de crèmes et savons anti-moustiques.

A cet effet au Guidimakha, il semble plus pertinent d'entamer une réflexion collective entre le collectif des unions, l'ADL et les partenaires du projet pour définir des orientations stratégiques pour donner une nouvelle allure au projet afin de ne pas voir disparaître les nombreux acquis.

En perspective, le collectif des unions de coopératives du Guidimakha se mobilise pour la mise en place d'une radio rurale. Cette initiative vise à maintenir les relations internes et externes créés par la " Caravane " entre les communautés et entre les acteurs, constituer une tribune d'expression, de débats et de concertation. Nous avons aussi envisagé d'appuyer le renforcement organisationnel et stratégique du Collectif.

### 2. Transfert de l'outil caravane dans le Gorgol

Au Gorgol, la mise en oeuvre du projet " Caravane " est à sa phase de préparation et de recherche de financement, attend à ce que les autres axes du PAIDEL (appui aux communes et FAIDEL) avancent sensiblement.

Au-delà du FAIB, des visites d'échanges de savoir et de savoir-faire sont envisagées pour les coopératives et les unions de coopératives du Gorgol. Ces visites se dérouleront dans un premier temps dans la Wilaya du Gorgol. Dans un second temps les coopératives du Gorgol iront à la rencontre d'autres organisations communautaires en Mauritanie et dans la sous région. Le but de ces visites d'échanges est de débattre de leurs idées, de partager leurs expériences et de consolider leurs relations sociales. Suite à plusieurs étapes de voyages d'échanges, l'organisation d'une foire artisanale permettra de valoriser et de commercialiser les produits des organisations de base. Le but est de permettre à toutes les organisations de la région de converger vers un marché commun, de se rencontrer, d'échanger, d'exposer leurs produits et de pouvoir s'exprimer devant leurs partenaires institutionnels, techniques et financiers. Dans ce type d'activité, la dimension régionale est privilégiée afin que les acteurs d'un même territoire puissent partager leur expérience et avancer ensemble.



Exposition à Kankossa-Mauritanie



3

# Sécurité alimentaire et Gestion des ressources naturelles

## Securité alimentaire

### Contexte

Depuis plus de 20 ans, le GRDR participe au renforcement de la sécurité alimentaire en Mauritanie au travers différents types d'actions :

→ à long terme dans le Guidimakha : soutien de l'agriculture céréalière par la réhabilitation des terres dégradées et l'amélioration des techniques de production ; développement du maraîchage, etc...

→ à cours terme dans le Guidimakha et au Gorgol : distribution de matériel et intrants agricoles, face à une situation de crise.

A travers le PAIDEL et sur la base de la concertation communale, le cadre de concertation de chaque commune a défini un Plan d'Actions Prioritaires dans lequel les actions de chaque secteur d'activités sont définies. Au début, la mobilisation des eaux de surface pour l'amélioration de la production était la priorité de la population après l'eau potable. Depuis nous constatons le flux d'aide alimentaire et le financement des organismes internationaux PAM, UE, SCAC pour soulager les populations en difficulté. Dans ce cas de figure, le dispositif du processus de développement local initié par GRDR semble être plus adapté pour faire participer les populations à la gestion de l'aide et de la sécurité alimentaire. Dans la pratique, le processus de développement local dans les communes permet d'anticiper et est un moyen pour permettre à la population d'avoir plus de capacités pour entreprendre, mettre en œuvre des initiatives locales et de maîtriser la codécision.

En novembre 2004, tout le sud-est de la Mauritanie est frappé de plein fouet par une invasion acridienne qui réduit considérablement la production agricole au niveau de la zone. Le GRDR présent dans la zone met en place un programme d'urgence soutenu par le SCAC pour soulager la population. En consortium avec l'ONG ACORD, les régions du Guidimakha, Assaba et Gorgol ont bénéficié des semences et de suivi agronomique pour relancer la production agricole. Pour palier au risque d'insécurité alimentaire de la population, le GRDR a mis en place un programme de Sécurité Alimentaire et une antenne à Kaédi pour assurer la continuité de son action sur le Bassin du Fleuve Sénégal et pour apporter un appui de proximité.

L'expérience récemment acquise par le GRDR dans le domaine de l'urgence lui permet de se positionner fortement par rapport aux interventions classiques de distribution gratuite. Ainsi la stratégie du GRDR pour la réalisation de la sécurité alimentaire est basée sur les deux axes d'intervention suivants:

→ amélioration de la disponibilité des produits par l'aménagement des terres, l'augmentation de la production  
→ amélioration de l'accessibilité des denrées grâce au renforcement des capacités de stockage et à l'organisation de la commercialisation.

En 2006, les équipes ont accompagné plusieurs communes dans la conduite d'activités et la réalisation d'ouvrages bénéficiant à plusieurs villages.

### Activités menées et résultats obtenus

#### Action d'Urgence et de Sécurité Alimentaire dans le Guidimakha- Convention de subvention SCAC n°2004 / 3056

L'appui à l'activité maraîchère de contre saison constitue un acte fort du GRDR dans le cadre de la dynamisation des groupements de producteurs. Les perspectives 2005 de cette action d'urgence étaient l'orientation des activités vers la promotion de la filière artisanale de production de matériel agricole, la distribution dudit matériel et le suivi des familles bénéficiaires.

Pour l'année 2006, 1044 outils artisanaux ont été fabriqués et constitués les 87 kits horticoles distribués aux familles.

En concertation avec le Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha l'équipe a participé à l'achat du matériel horticole dont la distribution a eu lieu en janvier 2006. Les actions d'appuis conseil au collectif des unions et de suivi des activités ont été capitalisées dans un rapport disponible auprès de la cellule de sélibaby. 6090 familles ont été concernées par la distribution de ce matériel et les perspectives de ce projet sont la vérification des attributions et la constitution d'une base données sur les coopératives bénéficiaires.

#### Programme de Sécurité Alimentaire et de Gestion des Ressources Naturelles de la Commune de Baïdiam (Sédelmé - Mbaghdé - Mesgoul - Keyleya)

Les activités réalisées dans le cadre de ce programme sont:

- ♦ Renforcement des capacités locales: Formations en organisation de base des comités villageois et techniques de gestion et d'entretien des ouvrages suivies par l'ADL, comités villageois et maçons locaux
- ♦ Exécution finale des chantiers: 4 seuils d'épandage de crue + 4 digues filtrantes + mise en défends d'un périmètre de zizyphus
- ♦ Réception des vivres dans le cadre du programme PAM "vivres contre travail" (VCT)
- ♦ La réception technique des ouvrages a été faite mais des travaux complémentaires ont été engagés
- ♦ Rédaction rapport technique et financier
- ♦ Suivi et évaluation programme

#### Programme Intervention Prolongé de Sécurité et de Redressement (IPSR) 2006 dans le Guidimakha

- ♦ Information des collectivités et mise en place des comités de gestion
- ♦ Formation des comités de gestion pour les SAVS et contractualisation
- ♦ Formation des comités de gestion sur les techniques d'aménagements pour le volet VCT
- ♦ Suivi des chantiers VCT
- ♦ Libération des vivres et suivi de la distribution au niveau des Comités de Gestion
- ♦ Rédaction rapport technique et financier
- ♦ Suivi et évaluation des comités

## **Projet de relance agricole des greniers de la Mauritanie HODH ECHARGUI - HODH EL GHARBI - ASSABA - GORGOL - GUIDIMAKHA**

### **Rappel des objectifs du projet:**

En réponse à l'invasion acridienne de 2004, le GRDR en consortium avec ACORD a proposé une action de renouvellement des semences dans les cinq régions considérées comme les greniers de la Mauritanie. Les sous objectifs de cette action étaient:

- contribuer à la sécurité alimentaire en Mauritanie par la fourniture de semences céréalières de qualité dans 5 régions ;
- contribuer à la coordination des actions des différents intervenants dans 5 régions ;
- contribuer à la réflexion sur l'élaboration d'un programme de sécurité alimentaire durable en Mauritanie.

Ce projet est arrivé à terme et la campagne 2006 qui a eu lieu d'octobre à novembre 2006 a mobilisé les équipes de Kaédi et Sélibaby.

### **Les activités menées et les résultats obtenus sont:**

- ♦ caractérisation des variétés utilisées par la réactualisation des données sur les écotypes locaux
- ♦ identification des sites de production de semences par la réalisation d'Etudes d'avant projets détaillés
- ♦ l'aménagement du site de Toufoundé Civé pour multiplier les dispositifs de stockage des semences
- ♦ l'achat des semences améliorées pour garantir le matériel végétal semencier
- ♦ l'organisation des journées " semences " pour sensibiliser à la problématique semencière
- ♦ Rédaction rapport technique et financier

## **La gestion des ressources naturelles en RIM**

Ces projets sont financés par le programme " Vivre Pour le Progrès " du CSA/Ambassade des Etats-Unis d'Amérique. Ils visent la mobilisation des eaux de surface et de gestion de ressources naturelles pour les villages de Melgué et Sabouciré dans le Guidimakha. Leur mise en œuvre (en cours) repose sur la thématique de la sécurité alimentaire avec une orientation GRN/amélioration de la production des ressources

### *Projet d'amélioration du barrage de Sabouciré dans la Commune de Khabou, Région du Guidimakha*

Les activités menées ont constitué en:

- ♦ L'élaboration d'Avants Projets Détaillés (APD) pour le dimensionnement des ouvrages et l'élaboration de chronogramme précis
- ♦ La protection de l'aval du barrage pour arrêter l'érosion qui menace les fondations du barrage
- ♦ Le surcreusement de la cuvette du barrage pour la création d'un point d'eau permanent
- ♦ La réalisation de diguettes filtrantes en amont du barrage pour freiner des apports solides et restaurer les terres en amont
- ♦ Et la rédaction rapport technique et financier

### *Projet de sécurisation et de valorisation de la cuvette de Melgué. Commune de Baïdiam, Région du Guidimakha*

Pour ce projet, les activités menées en 2006 sont:

- ♦ La poursuite des travaux nécessaires à la réhabilitation de l'ouvrage
- ♦ La réalisation d'actions de Conservation des Eaux et des Sols (CES) par la construction de 20 diguettes filtrantes, de cordons pierreux et de demi lunes pour lutter contre l'envasement et l'érosion des sols, et restaurer les terres
- ♦ La formation des apiculteurs à la création d'activités génératrices de revenus
- ♦ Enrichissement des potentialités halieutiques de la cuvette dans le but d'augmenter la production halieutique
- ♦ La rédaction rapport technique et financier et le suivi et évaluation programme



### *Etude avant projet de la coopérative Khéri de Diogountouro (mars-juin 2006). Commune de Khabou*

L'équipe a appuyé la coopérative dans la rédaction d'un document de projet issu des préoccupations de l'ensemble des villageois pour l'aménagement d'un périmètre irrigué. Pour cela un diagnostic socio-économique de la coopérative et des ateliers de restitution/ validation des résultats ont été réalisés.

Ce projet est financé par le Fonds catalan. Avant toute mise en œuvre et à la demande des migrants porteurs du projet, un diagnostic foncier spécifique à la commune a été réalisé.

Aujourd'hui l'absence d'entente foncière ralentit le démarrage du projet.



## Programme d'augmentation des surfaces cultivables en Casamance - Sénégal

### Contexte

Après une vingtaine d'années de conflit armé, aujourd'hui la volonté affirmée des autorités de l'Etat et des responsables du mouvement entré en rébellion, d'aller de façon irréversible vers une paix juste et durable, a fini de rassurer plus d'un et de permettre ainsi une reprise de plus en plus effective des activités économiques, sociales et culturelles.

Cette note d'espoir ressentie par tous les fils de la région est le catalyseur qui va galvaniser leur ardeur et leur courage au travail pour reconstruire et développer la région.

Le développement de la Casamance doit tenir compte d'un certain nombre de priorités parmi lesquelles nous pouvons noter :

→ La sécurisation des terres en procédant au déminage et en mettant l'accent sur la lutte contre l'avancée de la langue salée

→ La reconstruction des infrastructures primaires et secondaires

→ L'appui des communautés afin de remettre en route leurs infrastructures sociales locales et les individus et groupements à lancer de nouvelles activités à but lucratif afin de relancer l'économie locale.

Ce projet est mis en oeuvre par le GRDR Ziguinchor sous la tutelle de l'ARD depuis novembre 2006 pour une durée de 2 ans dans le Département d'Oussouye

### Acteurs principaux et groupes concernés

les communautés rurales de **Djembéring** (Cachouane et Bouyouye), **Oukout** (Oukout, Carouate, Niambalang, Kahinda, Elobalir et Batinghère), **Mlomp** (Eloudia, Kadjifolong, Djicomol, Kagnao et Kafone) et **Santhiaba Manjacques** (Essaout)



Surface envahie par le sel

### Objectifs du projet

**Objectif général** : Améliorer l'autosuffisance alimentaire des habitants du Blouf

**Objectif spécifique** : les surfaces rizicultivables sont augmentées et les vallées rentabilisées.

### Résultats obtenus

- ♦ Les digues traditionnelles ont été renforcées et consolidées
- ♦ Les vallées rizicoles aménagées de digues traditionnelles ont été dotées d'ouvrages hydrauliques d'évacuation
- ♦ La rentabilité des vallées aménagées a augmenté
- ♦ La population a adopté des comportements de responsabilisation et de surveillance des infrastructures
- ♦ Les institutions locales et départementales sont pleinement équipées pour le suivi et la maintenance des infrastructures

### Difficultés rencontrées

Adaptation rupture avec le système PAM " vivre contre travail "

### Perspectives 2007

- Suite construction ouvrages hydrauliques
- Rentabilisation vallées aménagées
- Définition politique de gestion des vallées aménagées

### Les partenaires financiers

Agence Espagnole de Coopération Internationale

### Equipe en charge du dossier

Chef de projet : Coordinateur cellule  
6 animateurs



Digue traditionnelle à améliorer



Digue améliorée

## Programme d'appui aux filières locales (PAF) - Casamance Sénégal

### Contexte

La région de Ziguinchor, confinée entre la République de Gambie au Nord et la République de Guinée Bissau au Sud, accède très difficilement au centre et au nord du Sénégal. Cette situation a pour conséquence de créer des surcoûts sur les produits exportés et ceux importés. Cet état de fait limite de façon considérable la compétitivité des produits et le développement de la consommation locale des produits manufacturés.

Le département d'Oussouye est l'un des départements le plus riche en potentialités économiques. Il est propice à la réalisation d'une multitude d'activités telles que l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat, l'exploitation des ressources forestières mais également le commerce avec le développement du tourisme surtout au Cap-Skiring où il y a plusieurs hôtels et campements.

Malgré tous ces avantages, les producteurs ont du mal à développer des activités génératrices de revenus. Ce phénomène peut s'expliquer par les faits suivants :

- ➔ Le manque d'expérience des promoteurs
- ➔ L'ignorance du circuit de commercialisation
- ➔ La non maîtrise des charges de production
- ➔ La difficulté de mobilisation des ressources internes et externes pour le financement des projets

Ce projet est mis en oeuvre par le GRDR dans le département d'Oussouye en Casamance pour une durée de 3 ans (Requête à renouveler chaque année). Il a démarré en Octobre 2006.

### Acteurs principaux et groupes concernés

De façon générale la population du département d'Oussouye à savoir: les communautés rurales de Santhiaba Manjacques, Mlomp, Oukout et Djembéreng de même que la commune de Oussouye

En particulier :

- ♦ Les organisations communautaires de Base
- ♦ Les porteurs de projets individuels

### Objectifs du projet

#### Objectif général :

Favoriser la consolidation de la paix par la réinsertion socio-économique des populations affectées par le conflit

#### Objectif spécifique :

Les revenus des populations du département d'Oussouye sont augmentés grâce au développement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) à travers l'appui aux filières

### Résultats prévus:

- ♦ Les populations sont informées et sensibilisées sur la nécessité d'une bonne organisation des filières des initiatives de base
- ♦ Des cadres de concertation permettant une bonne réussite du projet sont mis en place

- ♦ Les capacités des promoteurs sont renforcées en matière d'élaboration et de gestion des projets de développement
- ♦ Un manuel de procédure sur les conditions d'accès au financement existe et est validé par l'ensemble des acteurs
- ♦ Le financement est accessible aux promoteurs remplissant les conditions exigées par le manuel de procédures
- ♦ Les bénéficiaires se sont appropriés le programme et assurent la relève du GRDR.

### Difficultés rencontrées

Mobilisation des ressources financières locales pour une meilleure prise en charge des commissions filières et du comité départemental

### Perspectives 2007

Prévoir une deuxième année du PAF qui permettra de mettre l'accent sur :

- Le renforcement des compétences des porteurs de projets
- L'organisation des filières locales : Tous les acteurs d'une même filière seront regroupés au niveau des collectivités d'abord et ensuite au niveau du département.
- La capitalisation et diffusion des informations se feront au niveau des points d'information / formation. Ces points serviront à la fois d'observatoire de marché mais également de centre d'échanges et de formation.
- Le fonds de crédit rotatif sera également renforcé.

### Les partenaires financiers

Agence Espagnole de Coopération Internationale

### Equipe en charge du dossier

Chef de projet : Coordinateur cellule

1 Gestionnaire

6 animateurs



Fabrication artisanale de savon



# Projet d'amélioration de l'environnement urbain de Sélibaby. 4

## Contexte

Suite aux pluies diluviennes d'août 2003, la commune de Sélibaby a subi de nombreux dégâts, notamment en ce qui concerne l'habitat généralement en banco. Face à cette situation d'urgence, le GRDR a mis en place un projet d'appui aux sinistrés.

## Acteurs principaux et groupes concernés

GRDR, Commune, Comité de quartier  
Les populations sinistrées de la ville, cinq quartiers de la ville de Sélibaby et un village de la commune.

## Objectifs du projet

- Proposer un habitat durable et intègre à moindre coût.
- Améliorer la fourniture en eau dans les quartiers (deux quartiers de la ville) et un village de la commune.
- Protection de l'habitat.
- Poser les premiers jalons d'un développement urbain concerté.

## Résultats Obtenus

- ♦ Construction de près de 40 chambres dans cinq quartiers de la ville
- ♦ Fonçage de deux puits dans la commune de Sélibaby
- ♦ Aménagement de diguettes filtrantes dans quatre quartiers de la ville de Sélibaby.

- ♦ Mise en place des comités de quartier opérationnels dans les quartiers touchés par le projet.

## Difficultés rencontrées

- Mobilisation de la main d'œuvre qualifiée pour la mise en œuvre efficiente du projet.
- Problème de trésorerie.

## Perspectives

- Finaliser la dernière phase du projet.
- Asseoir une stratégie de développement communal axée sur la participation de tous les acteurs et prenant en compte les différentes échelles du territoire.
- Déposer un dossier sur le développement urbain en consortium avec la fondation CEAR

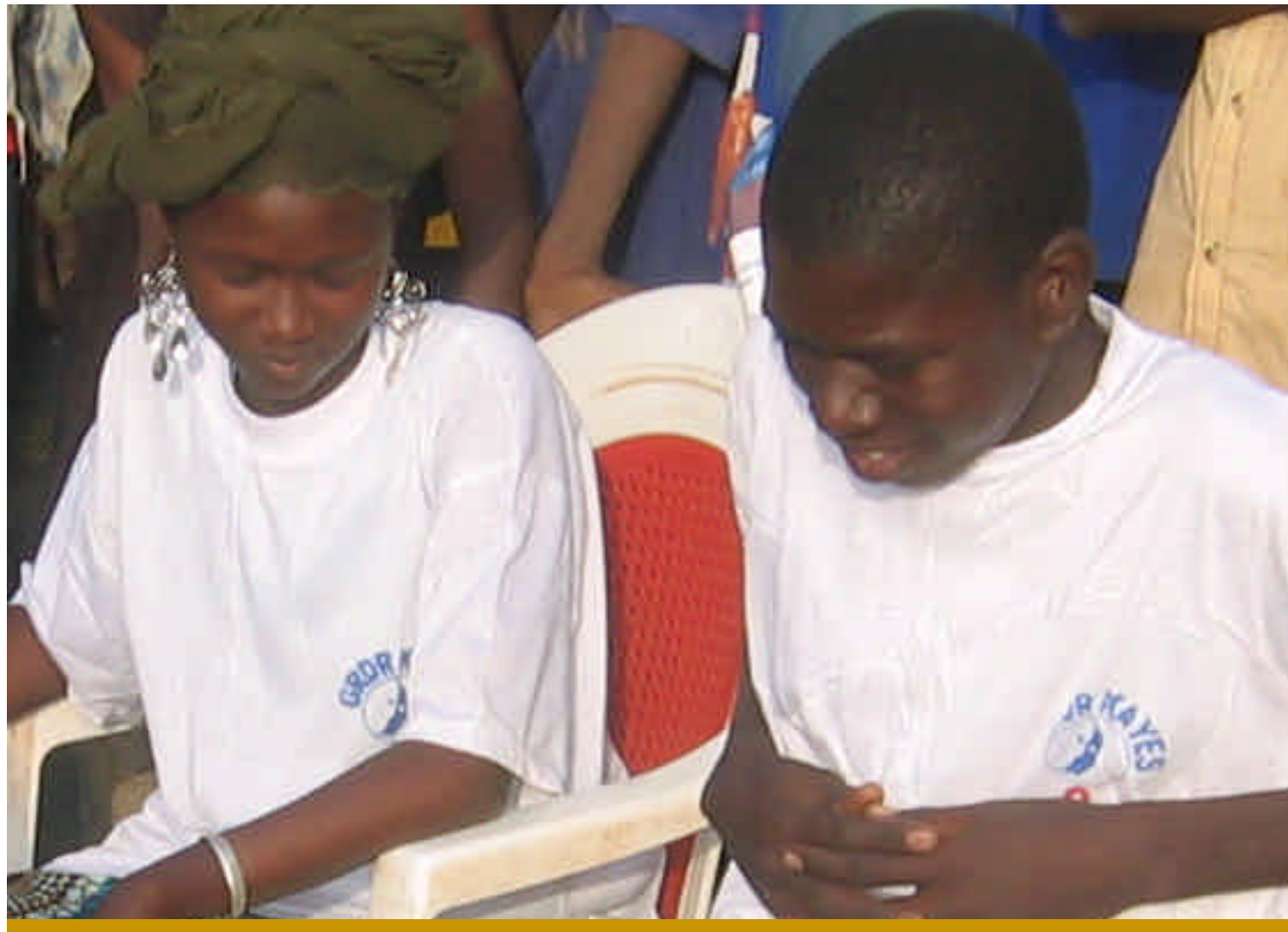
## Les partenaires financiers

Provicimis.

## Equipe en charge du dossier

Kasse Abdoulaye Moctar  
Jiddou Traore  
Equipe PAIDEL





5

# Les programmes de Santé-Solidarités Ici et là-bas

## " Le syndrome du Silence "

### Contexte

Face au risque accru d'infection VIH dans la population d'Afrique subsaharienne, et au regard des méconnaissances et fausses croyances qui perdurent à ce sujet, la réalisation d'un nouvel outil de prévention, support technique d'animation, s'est avérée nécessaire. En effet, la conception de cet outil répond à un besoin consistant à fédérer autour d'un projet commun sur le VIH, différentes associations de migrants.

Ce projet qui a démarré en Novembre 2006 a pour finalité la réalisation d'un film de prévention du VIH/sida. Les actions du film sont localisées en Ile de France. Cependant une partie de cet outil a été tourné à Kayes (Mali). Initié par le GRDR, le projet est une composante du Programme d'Appui aux Actions Socio-Sanitaires (PAASS).

### Acteurs principaux et groupes concernés:

Les principaux protagonistes du film sont des leaders associatifs migrants et des résidents de deux foyers de travailleurs migrants dans lesquels le programme santé intervient dans le cadre de ses actions socio-sanitaires.

### Objectifs du projet

- ➔ Promouvoir les comportements préventifs auprès des populations migrantes originaires notamment d'Afrique subsaharienne
- ➔ Renforcer le rôle et l'implication des migrants dans la lutte contre le VIH/sida
- ➔ Maintenir et/ou rehausser le degré de connaissances relatif à la pathologie VIH et aux IST

### Activités réalisées/Résultats obtenus

Afin d'aboutir à la réalisation de cet outil vidéo, plusieurs étapes ont été nécessaires :

- ♦ Constitution du comité de pilotage avec l'implication d'associations de ressortissants et de résidents de FTM
- ♦ Organisation de 5 réunions avec ce Comité pour la définition du contenu de la vidéo
- ♦ Formation de base sur le VIH/sida auprès des associations du Comité et des résidents des foyers pour le renforcement de leurs connaissances relatives à la pathologie VIH/sida
- ♦ Réunion de sensibilisation collective auprès des résidents des deux foyers et de leurs comités de résidents afin d'obtenir leur mobilisation et acceptation de filmer au sein de leurs foyers
- ♦ Tournage de la vidéo
- ♦ Montage
- ♦ Réalisation du livret pédagogique pour l'utilisation et l'animation de cet outil.
- ♦ Une mobilisation inter associative autour d'un projet de prévention du VIH/sida
- ♦ Un outil vidéo de prévention diffusable sur l'ensemble du territoire Français et dans le bassin du Fleuve Sénégal

### Difficultés rencontrées

- ♦ Un refus important des résidents de foyers, participant au projet, d'être filmés
- ♦ Une implication réduite de certains partenaires associatifs

### Perspectives 2007

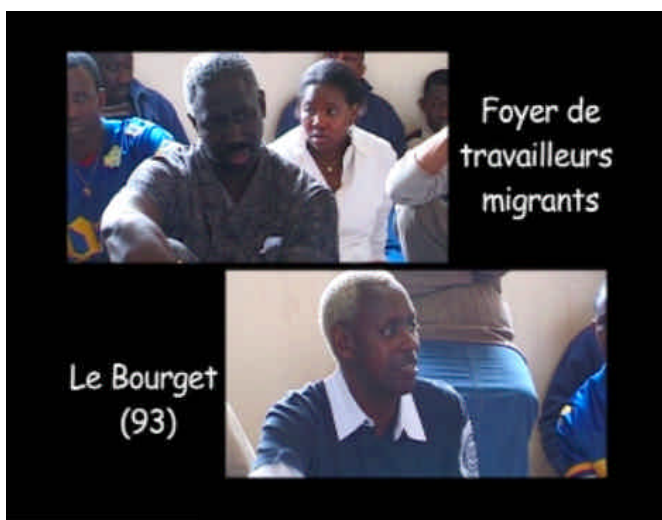
Diffusion et animation de débats autour de cet outil

### Partenaires Financiers

Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé (95 %), Mairie de Paris (5%)

### Equipe en charge du dossier

Programme d'appui aux actions socio-sanitaires.  
Barbara Bertini - Marianne Mailloux - Samba Sylla



## " A quelle porte frapper ? ": un guide socio-sanitaire

### Contexte

Suite au constat des résidents de ce foyer concernant leur manque de connaissance relatif au tissu associatif et institutionnel de leur arrondissement, leur comité de résidents a souhaité réaliser un guide socio-sanitaire de proximité. Il a ainsi sollicité le programme santé du GRDR pour les accompagner dans leur projet. Ce dernier s'inscrit dans la continuité d'une action co-organisée par le GRDR en 2005, dont l'objectif était l'ouverture de ce foyer vers l'extérieur.

Le projet a démarré en Octobre 2006 pour une durée de 10 mois et est localisé au foyer des travailleurs migrants de la rue de l'Argonne dans le 10<sup>ième</sup> arrondissement.

### Objectifs du projet

Favoriser chez les résidents du Foyer de l'Argonne et de l'arrondissement, la connaissance et l'investissement des structures institutionnelles et associatives de proximité.

### Acteurs principaux et groupes concernés

GRDR, comité de résidents et leaders associatifs du foyer

### Activités réalisées/Résultats obtenus

♦ Réunions dont les objectifs étaient l'évaluation des besoins prioritaires, le recensement des structures y répondant, l'élaboration du contenu du guide, sa conception graphique.

♦ Rencontres (mise en réseau) entre le comité de résidents et des structures de quartier (centre de sécurité sociale, Centre Médico-social, point d'accès aux droits...)

*Bien que l'aspect visible de ce travail se matérialise à travers le guide, il faut noter que l'intérêt d'un tel projet réside de façon considérable en amont à savoir dans la conception de cet outil.*

*Le sentiment d'utilité collective, les rencontres avec les acteurs de quartier et les échanges relatifs aux thématiques abordés dans ce guide ont eu une importance capitale dans ce projet.*

### Difficultés rencontrées

Une disponibilité limitée (pour raison professionnelle) du comité de résidents.

### Perspectives 2007

La réalisation de ce guide est la dernière étape d'une action commencée en 2005, il n'y a pas de suite prévue en 2007, néanmoins le GRDR accompagnera si besoin est, le comité de résidents dans leur travail de valorisation de cet outil.

### Partenaires financiers

Mairie de Paris-mission Intégration

### Equipe en charge du dossier

Programme d'appui aux actions socio-sanitaires

## Formation des professionnels socio-sanitaires, prévention et accompagnement des associations

### Contexte

Au regard des sollicitations d'associations de migrants ou de professionnels socio-sanitaires pour un accompagnement dans leurs projets relatifs à la pathologie VIH ; le programme santé du GRDR, s'est positionné et a été sélectionné au titre du Programme Régional de Santé Publique pour la mise en place d'actions répondant à ces besoins

Ce projet prévu pour un an a démarré en Octobre 2006. Il est localisé en Ile de France, principalement en Seine Saint Denis.

**Acteurs principaux et groupes concernés** sont le GRDR les associations de migrants, et professionnels de santé

### Objectifs du projet

➔ Renforcer les actions de prévention, de suivi et de prise en charge du VIH/Sida en direction des migrants originaires d'Afrique Subsaharienne

➔ Réduire les inégalités de santé, notamment du VIH/sida, auprès des migrants originaires d'Afrique Subsaharienne.

### Activités réalisées/Résultats Obtenus

♦ Formations VIH/Sida auprès d'acteurs socio-sanitaires  
♦ Animation de débats de prévention VIH autour des outils vidéo du GRDR

♦ Accompagnement d'associations dans leurs projets de santé, axés sur le VIH/Sida

♦ Les professionnels ont conscience des impacts de la migration sur la santé et des facteurs de vulnérabilité agissant sur le recours aux soins et à la prévention des migrants

♦ Les migrants à titre associatif ou individuel ont de bonnes connaissances concernant la pathologie VIH/sida.

♦ Les associations de migrants s'impliquent dans des actions de prévention du VIH/sida et agissent de façon cohérente et efficiente dans la mise en œuvre de leurs projets.

### Difficultés rencontrées

Une remise en question par certains membres associatifs de la pertinence d'actions socio-sanitaire (notamment du VIH/Sida) sur le territoire français.

### Perspectives 2007

Renouvellement de l'action sur un territoire élargi (Paris et Seine Saint Denis)

### Les partenaires financiers

DRASSIF, dans le cadre du Groupement régional de Santé Publique (regroupant l'Etat et l'assurance Maladie).

### Equipe en charge du dossier

Programme d'appui aux actions socio-sanitaires (PAASS)

Barbara Bertini- Marianne Mailloux



## Promotion de la santé au sein de Foyers de Travailleurs Migrants

### Contexte

Dans le cadre de l'appel à projets du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins relatif à la réduction des inégalités d'accès à la santé des résidents de FTM, le programme santé du GRDR, au regard de ses objectifs s'est positionné et a été sélectionné pour la mise en place d'actions sur quatre FTM d'île de France.

Le projet a démarré en Octobre 2006 pour une durée de 8 mois. Il est mis en oeuvre à Paris (20ème et 17ème arrondissements) et en Seine Saint Denis (communes du Bourget et de Drancy).

### Acteurs principaux et groupes concernés

Le GRDR, les partenaires associés à l'action et les résidents des quatre foyers de travailleurs migrants

### Objectifs du projet

Favoriser l'accès aux soins et à la prévention des résidents des quatre foyers suscités.

### Activités réalisées/Résultats Obtenus

- ♦ Permanence hebdomadaire d'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation
- ♦ Plus de 300 résidents informés et/ou accompagnés dans leurs démarches d'accès aux soins et à la prévention. Accès de résidents à divers dispositifs de droit commun (AME, CMU-C, etc..).
- ♦ Animations/actions thématiques collectives
- ♦ Plus de 450 résidents informés sur leurs droits et sur les missions de plusieurs structures administratives et socio-sanitaires de proximité.
- ♦ Une mobilisation et un réel intérêt des résidents et de leurs représentants pour l'action et donc pour les questions de santé

- ♦ La mise en place de partenariats forts avec diverses structures associatives ou institutionnels (Assurance maladie, Equipe de Développement Local, centres médico-sociaux, centres de dépistage, associations de quartiers).

### Difficultés rencontrées

- ➔ Un intérêt très réduit des communes de Drancy et du Bourget pour l'action, l'absence sur ces territoires d'Atelier Santé Ville ainsi qu'une pauvreté du tissu associatif.
- ➔ Une action qui au regard de la convention et du montant obtenu ne peut se dérouler que sur un temps court, alors que ce type d'action n'en serait que plus pertinente si elle s'inscrivait dans la durée.
- ➔ Au sein des foyers, des moyens logistiques limités et des bureaux peu adaptés à la nature de l'action.

### Perspectives 2007

L'action s'est en grande partie déroulée en 2007 puisqu'elle s'est terminée au mois de mai. Concernant la suite des ces actions sur site, le GRDR s'est repositionné dans le cadre de la reconduction de cet appel à projet sur les deux foyers de la Seine Saint Denis et souhaite ainsi renforcer ses actions. Les foyers parisiens n'ont pas été retenus en 2007 pour deux raisons : ces deux foyers ne font pas partie des foyers sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet 2007, et la richesse du tissu associatif et institutionnelle de proximité assure une relève aux actions menées en 2006-2007.

### Les partenaires Financiers

L'assurance maladie dans le cadre du Groupe régional de santé publique (GRSP)

### Equipe en charge du dossier

Programme d'appui aux actions socio-sanitaires  
Barbara Bertini-Marianne Mailloux-Samba Sylla



## Associations pour la promotion socio-sanitaire et accès aux droits

### Contexte

Les populations issues de l'immigration habitant l'agglomération rouennaise connaissent une forte précarité sociale. Celle-ci rend cette population vulnérable. Il existe sur le territoire un tissu associatif dense qui peut servir de lieux d'échanges et d'information pour l'accès aux droits sociaux et sanitaires des populations issues de l'immigration. Il s'agit de renforcer ces associations pour qu'elles servent de vecteur d'information et de sensibilisation en direction du public et de liens avec les professionnels socio-sanitaires.

Ce projet a démarré en Novembre 2006 et il est prévu pour une durée de 12 mois en Haute Normandie.

### Acteurs principaux et groupes concernés

Femmes, Associations (Médecins du monde, AIDS...)

### Objectifs du projet

- Favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires
- Renforcer les capacités d'organisation et d'intervention des femmes des associations de femmes
- Permettre aux professionnels de l'action sociale et du développement urbain de mieux comprendre les caractéristiques culturelles et les enjeux des dynamiques des populations issues de l'immigration.

### Activités réalisées/Résultats obtenus

- Diagnostic 7 associations rencontrées, analyse des besoins : une rencontre systématique avec les personnes ressources, responsables des associations de femmes pour identifier les priorités des femmes
- Ces rencontres ont permis d'identifier les priorités comme le diabète, la ménopause, les questions liées à l'alimentation
- Construction des réponses aux problèmes identifiés : intervention de spécialistes ou d'animateurs avec des outils adaptés pour répondre aux questions, orienter les femmes afin de résoudre leurs problèmes de santé.
- Organisation deux ateliers de santé avec intervenants extérieurs

### Atelier de réflexions sur les relations interculturelles

Dans un cadre professionnel, la relation avec des personnes migrantes ou issues de la migration peut interroger les pratiques et soulever des incompréhensions pouvant aller jusqu'au conflit de valeur. L'impact de ces difficultés au-delà d'une collaboration inadéquate participe au renforcement du sentiment de rejet ou de différenciation négative ressentis par certaines personnes issues de l'immigration. Face à cette problématique, le GRDR a décidé de proposer aux différents acteurs et professionnels un atelier de sensibilisation aux relations interculturelles.

### Difficultés rencontrées

Les associations concernées et les salariés de ces structures

### Perspectives 2007

Pérenniser l'action fin 2007 et 2008

### Les partenaires financiers

DDASS  
Ville de Rouen  
Préfecture

### Equipe en charge du dossier

Souadou BA (chargée de mission), Corinne PRIOLLAUD (responsable antenne Haute-Normandie), Samba YATERA (appui technique)

## Programme Solidarités Santé en région de Kayes (PSSK): La santé en interface France-Afrique

### Contexte

Le Mali fait partie des pays les plus pauvres au monde (164ème sur 173, selon le PNUD). Le principe de la décentralisation a été introduit par la Constitution en 1992. Le premier cas du Sida a été diagnostiqué en 1985. Le taux de séroprévalence actuel est de 1,7% au niveau national et 1,9% dans la région de Kayes. Les ARV sont disponibles et gratuits à l'Hôpital Régional de Kayes depuis 2004. Actuellement plus de 600 personnes sont sous ARV à Kayes.

### Durée du projet

2003-2006: PSSK I  
2007-2010: PSSK II

### Localisation du projet

Région de Kayes Mali. Commune urbaine de Kayes et communes rurales de Koussané, Maréna djumbuxu, Sadiola et Kénieba.

### Acteurs principaux et groupes concernés

- \* Associations de ressortissants des Communes de Koussané, Maréna, Sadiola et Kénieba,
- \* Hôpital Régional de Kayes,
- \* Hôpital Delafontaine St. Denis,
- \* Direction Régionale Développement Social Economique Solidaire (DRDSES),
- \* Centres de Santé de Référence de Kayes (CSRéf),
- \* Communes (Koussané, Maréna Djumbuxu, Sadiola)
- \* Centres de Santé Communautaires (CSCOMs)
- \* Associations de Santé Communautaires (ASACO)
- \* Assemblée Régionale de Kayes (ARK),
- \* Direction Régionale de la Santé de Kayes (DRS)
- \* Associations : AMADE, AMPPF, PVIH de Kayes, "Les enfants de L'espoir "
- \* ONG : EAST et Comité Aide Médical (CAM)

**Bénéficiaires** : population de la région de Kayes, professionnels de santé et membres des associations de ressortissants.

### Initiateurs:

ACCMDF, ARASF, ARCKF et GRDR.

### Objectifs du projet

- Participer au combat contre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies (OMD N°6), Contribuer à la réduction des inégalités de santé et de genre face à la santé,
- Appuyer l'élaboration d'une politique sanitaire régionale afin d'anticiper les crises sanitaires.
- Appuyer les politiques sanitaires de décentralisation et de déconcentration notamment en matière de lutte contre le VIH/sida.

### Activités réalisées/Résultats obtenus

1) **L'accès aux soins de santé primaire a été étendu** : 4 CSCOMs ont été construits et/ou réhabilités et desservent 17000 personnes. Les ASACO renouvelées dans le cadre du PSSK sont fonctionnelles et actives.

2) Des **FORA santé sont organisées dans les Communes** (1 forum /an et pas Commune. Taux de participation : 100% Sadiola, 90% Koussané, 60% Maréna). Moments de diagnostic, bilan et évaluation participative, les fora participent à l'orientation des politiques sanitaires communales.

3) **Les prestataires de santé (20) extra hospitaliers et les acteurs communautaires (40) ont été formés en matière de VIH/Sida** et participent à l'orientation vers le dépistage, le suivi et la prise en charge des patients infectés.

4) Les ressortissants participent de façon directe et indirecte au débat sur les questions de santé sur le double espace de la migration. En lien avec le PSSK ils ont participé à la réalisation de trois nouveaux outils vidéo de prévention VIH/Sida entre 2004 et 2006.

5) **Les actions de prévention / sensibilisation de vulgarisation auprès d'un grand public** (700 personnes environ) participent à l'augmentation du nombre de dépistages volontaires et au niveau d'information globale sur la connaissance de la maladie. En 2004, 250 personnes sont allées volontairement vers le dépistage (Centre l'Eveil Kayes). Elles étaient 464 en 2005.

6) Grâce à **l'accompagnement du GRDR, l'association de PVVIH est active et reconnue au niveau régional**. Ses membres assurent la médiation entre le corps soignants et les malades, les malades et leur famille, font du soutien aux personnes infectées, des actions de prévention et de témoignages... les AGR initiées par le GRDR à profit des membres de l'association sont financées à 100% pour 20 membres. 3 conventions ont été déjà renouvelées.

7) **Renforcement de capacités de l'association " Enfants de l'Espoir "** pour la formation de 20 marraines sur le VIH/Sida et la nutrition des enfants, l'achat du lait artificiel pour 13 bébés, organisation de séances d'éducation alimentaire pour les mères d'enfants infectés, achat de fournitures scolaires pour 99 enfants et de vêtements pour 142 orphelins et enfants vulnérables.

8) **La lutte contre le paludisme est une composante du PSSK depuis 2006**. 95 Relais ménages ont été formés à la prise en charge précoce des cas de paludisme simple à domicile, 272 visites à domicile ont été effectuées. 915 cas ont été traités à domicile en 2006. 300 moustiquaires imprégnées ont été distribuées aux femmes enceintes. 15 enseignants ont été formés pour relayer la prévention du paludisme auprès de leurs élèves. 120 causeries ont été organisées : elles ont concerné 1800 personnes.

### Difficultés rencontrées

- Carence des ressources humaines affectées au programme dans la phase I.
- Logiques institutionnelles parfois en décalage avec la réalité du terrain.

### Perspectives

- 2007-2010: Extension du PSSK à la commune de Kayes et Kéniéba.
- Ampliation du Programme vers des thématiques telle que les inégalités sociales de santé, la question du genre, l'anticipation de crises épidémiologiques majeures, la mise en place de mutuelles santé et la production d'outils de capitalisation.
- Une importante phase de recherche vient compléter les actions en cours et à prévoir.

### Les partenaires financiers

Région Ile de France, ESTHER, Ville de Paris, Ville de Pierrefitte, Migrants, Prévus pour la phase II : Solidarité Sida, MAE, ECHO.

### Equipe en charge du dossier

GRDR Kayes et GRDR Montreuil  
(Arezki Harkouk, Mariam Maguiraga, Barbara Bertini, Oumar Bagayogo, Fatoumata Traoré )





6

# Migration et Citoyenneté

## Programme d'appui au mouvement associatif migrant - PAMAM

### Contexte

Les activités conduites au sein de ce programme ont permis aux fédérations comme le Réseau des Associations de Développement du Bassin du Fleuve Sénégal, de développer des actions d'insertion et d'impulser des dynamiques intergénérationnelles.

La mise en place et le développement du journal Passerelle ont renforcé la base associative jeune du PAMAM.

Enfin, l'année 2006 a permis une meilleure efficacité du programme en direction des partenaires associatifs et institutionnels du GRDR et leur mise en relation.

Ce projet prévu pour une année se déroule sur le territoire national français. Il a débuté en janvier 2006

### Acteurs principaux et groupes concernés

- \* Fédérations
- \* Jeunes
- \* Collectivités territoriales
- \* Professionnels de l'action sociale et éducative
- \* Acteurs institutionnels en lien avec public migrant ou "issus de l'immigration "

### Objectifs du projet

→ Renforcer les compétences des responsables associatifs en matière d'organisation, de médiation et de relations partenariales

→ Accompagner les fédérations dans une logique de développement local et favoriser la mise en relation avec des partenaires associatifs et institutionnels

→ Contribuer à valoriser les jeunes en tant qu'acteurs citoyens et favoriser les liens avec les "réseaux existants"

→ Créer une dynamique intergénérationnelle à travers la promotion de rencontres et d'échanges entre les jeunes et la première génération.

### Activités réalisées/Résultats Obtenus

#### ♦ Forum et animations thématiques sur la citoyenneté et l'insertion : 10 forums - environ 800 personnes

Ces activités ont permis de créer des espaces de rencontres entre les associations qui ont pu échanger sur leurs pratiques et expériences. Elles ont été un lieu de débat et d'échanges entre personnes issues de l'immigration et des acteurs institutionnels et associatifs sur les questions de relations intergénérationnelles, de la citoyenneté du développement local.

#### ♦ Formations : 130 personnes

2 cycles de formation associatifs et 1 intervention en direction de futurs professionnels de l'action sociale

Ces formations en direction des membres associatifs ont contribué à renforcer les compétences des associations sur la gestion, le partenariat, la conduite et la mise en œuvre d'activités.

- au GRDR Montreuil : 63 responsables associatifs en octobre 2006.

- à la Maison Associations 20<sup>e</sup> arrondissement Paris : 15 responsables associatifs, nov 2006

- Intervention Université Nanterre : 50 étudiants en masters " cadres d'intervention en terrains sensibles " oct 2006

#### ♦ Journal Passerelle 3 numéros : 1000 exemplaires par numéros

Le journal s'est avéré être un vecteur de mobilisation et de lien entre les associations de jeunes. Il contribue à créer une dynamique d'échanges sur les pratiques des associations et des axes d'interventions des jeunes.

- Droits des femmes et engagement associatifs
- Identité(s), Culture(s) et Appartenance(s)
- Les mobilisations collectives des jeunes

#### ♦ Débats télévisés et émissions radio : 4 interventions

La participation du GRDR aux émissions et débats a permis de toucher un public plus large et d'informer sur nos pratiques.

- Participation au débat télévisé organisé par la chaîne locale, VOTV ( Val D'Oise TV) sur la question des discriminations, diffusion locale et sur internet - Avril 2006
- Participation au reportage effectué par le Chaîne Public Sénat sur l'engagement des jeunes et le festival Place Publique Junior - Diffusion en Novembre, décembre 2006.
- Présentation du Forum " face aux discriminations, quelle(s) citoyenneté(s) " lors d'une émission de la radio FPP Fréquence Paris Plurielle (106.3 FM) - mars 2006
- Présentation du Forum " Migration(s) et Citoyenneté(s) organisé en Novembre 2006 à Saint Ouen l'Aumône, lors d'une émission de la radio FPP Fréquence Paris Plurielle (106.3 FM) - Novembre 2006.

#### ♦ Création et accompagnement de deux nouvelles associations

- Espoir d'Afrique (93)
- Kayes N'di Passion (93)

#### ♦ 3 fédérations et/ou collectifs accompagnés

- Réseau des Associations Mauritaniens en Europe
- Réseau des Associations du Bassin du Fleuve Sénégal
- Collectif pour une prévention des violences à Cergy

#### ♦ 27 associations accueillies et/ou accompagnées





**Difficultés rencontrées**

Faire reconnaître le caractère pluridimensionnel des projets associatifs, notamment dans leurs dimensions citoyennes. Tendance (de certains partenaires, notamment institutionnels) à vouloir positionner les associations de jeunes uniquement sur le " là-bas "

**Perspectives 2007**

☐ En 2007, le PAMAM cherchera à consolider les cadres de concertations entre différents partenaires pour apporter une réponse aux problèmes de l'insertion.

☐ Il va aussi continuer à renforcer les compétences des associations, à accompagner les fédérations dans une logique de développement local et à promouvoir les relations intergénérationnelles.

☐ Un effort de capitalisation est également prévu (publication d'articles)

**Les partenaires financiers**

- \* ACSE - Agence pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances
- \* Conseil Régional IDF (18 000 euros)
- \* DIV - Délégation Interministérielle à la Ville (15 000 euros)
- \* Secours Catholique (5 000 euros pour 2006 et 10 000 euros pour 2007)

**Equipe en charge du dossier**

- Rafaël RICARDOU : Responsable Pamam
- Harouna KEBE : Chargé de mission
- Emilie REVERAND : Chargée de mission
- Samba YATERA: Appui technique



Place Publique Junior. Conseil Régional PACA. Octobre 2006

Consultez aussi la passerelle sur internet  
[www.collectif-passerelle.com](http://www.collectif-passerelle.com)



Numéro 0



Numéro 1



Numéro 2

# Programme de promotion socioprofessionnelle des migrants- France

## Contexte

Le programme de promotion socioprofessionnelle des migrants consiste en l'accompagnement de porteurs de projets individuels dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelle et de création d'activité économique. Ce programme est de plus en plus sollicité par un public vivant une précarisation croissante. Pour 2006, il s'agissait de poursuivre le travail d'accompagnement individuel et de renforcer les partenariats avec les organismes publics et privés engagés dans le champ du social et de l'insertion par l'économique. Un des enjeux de l'année concernait le développement d'un travail en réseau au niveau des organismes partenaires mais également au sein des porteurs de projets.

Ce projet a démarré en janvier 2006 pour une durée de 12 mois sur l'ensemble du territoire national

## Acteurs principaux et groupes concernés

- Les migrants porteurs de projets économiques et leurs réseaux
- Les organismes d'appui à la création d'entreprise et les acteurs de l'insertion sociale et économique

## Objectifs du projet:

- ➔ Accompagner les porteurs de projets dans leurs réseaux
- ➔ Aider les migrants dans la conception et l'élaboration de leurs projets d'activités économiques

## Activités réalisées/Résultats obtenus

### 1. Accueil et orientation

La demande d'accueil a été en augmentation puisque ce sont près de 300 personnes qui ont sollicitées le programme courant 2006.

### 2. Animations thématiques et formation

#### *Animations thématiques (17 rencontres)*

7 animations thématiques générales sur la "création d'activité économique" se sont déroulées (six à Montreuil et une à Poitiers) auprès de 133 personnes.

8 animations thématiques "professionnelles", rassemblant au total 115 personnes, ont été organisées, concernant les sujets suivants :

- ♦ Projets avicoles en Afrique: démarche de projet et échanges techniques
- ♦ Projets maraîchage en Afrique: quelles démarches?
- ♦ La création d'entreprise en France: démarches et expériences
- ♦ Migration, commerce équitable et tourisme solidaire
- ♦ Le financement des micro entreprises en France: l'expérience de l'ADIE
- ♦ Projets de boulangerie en Afrique: quelles démarches?
- ♦ Femmes et création d'entreprise
- ♦ Les projets Import Export

2 animations thématiques "sociales" sur l'accès aux droits ont été organisées auprès de 31 personnes :

- ♦ Le passage à la retraite
- ♦ Droit à la formation

*Formation "sensibilisation à la création et gestion d'une activité économique" (4 cycles)*

- ♦ 3 cycles courts (24H) ont été organisés au GRDR Montreuil dont 2 en cours du soir et 1 en journée, concernant 44 stagiaires
- ♦ Un cycle long (12 jours) s'est déroulé auprès de détenus de la Maison d'Arrêt de Paris - la santé, concernant 8 stagiaires

### 3. Accompagnement individuel

L'activité d'accompagnement a concerné environ 120 personnes. Cela concerne la mise en place de réunions individuelles, afin d'avancer dans la structuration d'une démarche de projet de création d'activité économique. Pour certains dossiers, l'accompagnement a pu aboutir à la réalisation d'une étude de faisabilité, en mobilisant notamment les dispositifs de bourses d'étude (GAME, FSP Co développement).

### 4. Communication et travail en réseau

Au-delà de son implication régulière au sein du réseau GAME (Groupe d'Appui à la Micro Entreprise), le programme a également pu contribuer à diverses rencontres extérieures pour informer de sa pratique d'accompagnement auprès de différents publics: migrants porteurs de projets, associations, acteurs de l'insertion par l'économique :

- ♦ Journée "sensibilisation à l'interculturalité" dans le cadre de l'accompagnement des porteurs de projet issus de l'immigration le 1er février 2006 à Paris - Cité de Métiers
- ♦ Forum des associations en partenariats avec le Festival Plein Sud à Cozes en Charente-Maritime sur le thème "Africains en France, Africains de France"
- ♦ Rencontre sur " Les dispositifs d'aide et d'accompagnement aux migrants créateurs d'entreprise dans leurs pays d'origine " organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris / Seine-Saint-Denis le 6 juin 2006 à Bobigny
- ♦ Journée sur la création d'entreprise sur le Val de Seine le jeudi 15 juin 2006 à l'Espace de l'Economie et de l'Emploi - les Mureaux
- ♦ Forum inter associatif pour favoriser la professionnalisation des publics issus de l'immigration, organisé par l'ACOFA et l'association CERISE le 21 octobre 2006 à Paris
- ♦ Forum migration et citoyenneté, organisé par le GRDR et le Secours Catholique en lien avec le CCFD et le RAME, le 17 novembre 2006 à St Ouen l'Aumône.

*L'ensemble de ces rencontres a permis de communiquer auprès d'un large public, représentant au total près de 300 personnes.*

Cet axe de travail a également concerné l'accompagnement d'une dynamique de réseau concernant le projet d'association des migrants porteurs de projets économiques et entrepreneurs.

## " Femmes, immigration et articulation des temps " - Projet EQUAL- France

### Contexte

Parmi les publics issus de l'immigration, les femmes sont victimes d'une double discrimination : par leur sexe et par leurs origines. De ce fait, elles rencontrent des obstacles, voire des oppositions dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle autant dans leurs familles que dans la société française.

Dans le cadre du programme européen EQUAL, le GRDR Haute Normandie mène, dans l'agglomération rouennaise, avec la CCI de Rouen (Chambre de Commerce et d'Industrie) et le Comité local du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) un projet sur la double discrimination des femmes. Ce projet intitulé: "**Femmes, Immigration et Articulation des Temps**" se propose de traiter de la double discrimination sous l'angle de l'articulation des temps de vie. Cette approche permet d'analyser les obstacles rencontrés par les femmes dans leur recherche de l'emploi et de décrypter les atouts et stratégies développés par les femmes dans la gestion des temps.

Le projet a démarré en décembre 2005 pour une durée de 25 mois. Il est mis en oeuvre dans les agglomérations de Rouen, du Havre et d'Elbeuf, Haute-Normandie

### Acteurs principaux et groupes concernés

- \* Femmes issues de l'immigration
- \* Les associations
- \* Les entreprises
- \* Les intermédiaires de l'emploi
- \* Les Institutions

### Initiateurs

GRDR

MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples),

La CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen) ,

Partenaires

### Les objectifs du projet

→ Mieux connaître les spécificités des femmes issues de l'immigration : pointer les contraintes inhérentes à la situation des femmes issues de l'immigration (maîtrise de la langue, méconnaissance de la médiation institutionnelle, des mécanismes d'insertion socio professionnelle)

Ce projet a mobilisé de façon régulière une dizaine de porteurs de projets et a permis l'organisation d'un forum "migration et entrepreneuriat" le 9 décembre 2006, rassemblant près de 80 personnes. Début 2007, l'association "initiative économique des migrants" tenait son assemblée générale constitutive.

### Difficultés rencontrées

La principale difficulté a concerné l'insuffisance des moyens humains face à un accroissement de la demande en terme d'accueil et d'accompagnement. En 2006 ce programme a souffert d'un déficit de financement

### Perspectives 2007

Pour 2007, deux enjeux sont identifiés par le programme, concernant la valorisation de ses pratiques et le travail en réseau :

- le développement d'un travail en réseau et de transfert de pratiques en régions (Haute Normandie et Poitou-Charentes)
- l'accompagnement d'une dynamique associative des migrants porteurs de projets économiques et entrepreneurs (Association Initiative Economique des Migrants) et le lien avec les organismes d'appui dans les pays d'origine.

### Les partenaires financiers

Le programme a été soutenu, de manière globale par le FASILD et l'Etat (emploi aidé) et de manière spécifique par le Ministère de la Justice (formation à la maison d'Arrêt) et le Fonds Social Européen (mise en réseau des migrants porteurs de projets économiques et entrepreneurs)

### Equipe en charge du dossier

Thierry VALLEE (responsable de programme)

Florence BOURGOIN (chargée de mission)

Samba YATERA (appui technique)



Groupe de travail  
GRDR 2006

- Réduire les pesanteurs socio culturelles :
- Identifier les modalités d'actions efficaces :  
*Rapprocher par la sensibilisation les femmes et les dispositifs d'insertion, de formation,*
- Faire évoluer les pratiques et les représentations du monde du travail pour :
- Mettre en place des cadres de concertation pour :
  - *Une co-construction de parcours d'insertion*
  - *Un décloisonnement des milieux économiques, politiques, associatifs.*

### Activités réalisées/Résultats obtenus

#### ♦ Diagnostic de la situation des femmes, des intermédiaires de l'emploi et des entreprises

Le GRDR a mené un diagnostic auprès de 120 femmes des agglomérations du Havre, d'Elbeuf et de Rouen. Le recueil des données s'est fait à partir d'un questionnaire sur l'articulation des temps de vie. Pour toucher ces femmes, le GRDR est passé par l'intermédiaire d'associations, de structures d'insertion, mais aussi d'entreprises ayant répondu à l'enquête réalisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen. Cette étude a créé une dynamique autour du programme, elle a permis aussi d'affiner les connaissances sur le public femmes et ses besoins. En parallèle, le GRDR a interviewé les intermédiaires de l'emploi, afin d'avoir un regard complémentaire sur la situation des femmes issues de l'immigration par rapport à l'emploi, ainsi qu'un regard sur la situation des entreprises par rapport à la diversité. La synthèse des différents diagnostics (femmes, intermédiaires de l'emploi et chefs d'entreprises) a permis d'alimenter les échanges lors de la rencontre transnationale de Décembre 2006.

#### ♦ Activité Transnationale

Le projet Equal comporte un partenariat européen composé des Italiens et Belges.

La Fondation Luigi Clerici et ses partenaires italiens ont organisé une rencontre du 12 au 14 juin 2006 à Pavie, commune où est expérimenté le projet CIVES.

Le thème de la rencontre était "la valorisation des compétences de migrants". Cette rencontre a été organisée autour des axes suivants:

- \* des visites d'échanges à la préfecture de Pavie où ont été présentés le contexte général de l'immigration (immigration de travail par quotas) et au Centre pour l'emploi de Lodie (Province partenaire du projet CIVES),

- \* des ateliers de travail sur la valorisation des compétences des migrants: échanges sur les contextes, les projets respectifs, avancées et contraintes et tentatives de mises en communs des résultats d'expérimentations.

- \* Un séminaire public qui a réuni une cinquantaine de personnes pour diffuser les démarches des projets nationaux et transnationaux.

La **deuxième rencontre transnationale** a été organisée par le GRDR. Elle a eu lieu du 11 au 13 décembre 2006 à Rouen sur le thème **l'insertion socioprofessionnelle des femmes issues de l'immigration**. Cette rencontre s'est organisée autour de trois axes:

- \* des visites d'échanges, les partenaires institutionnels (ACSE, DRDFE) et associatifs (accompagnateurs sociaux, intermédiaires de l'emploi, organismes de formation...) ont présenté différentes actions et dispositifs pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle des femmes issues de l'immigration.

- \* des ateliers de travail entre les Italiens, les Belges et les Français sur la situation socioprofessionnelle des femmes issues de l'immigration dans chaque pays, sur les dispositifs nationaux et locaux pour les accompagner, ainsi que sur le travail spécifique des porteurs de projet EQUAL pour aider ces femmes.

- \* le séminaire public a rassemblé plus de 75 professionnels autour du thème de la mixité et de la diversité dans l'emploi. Cette rencontre a renforcé une certaine reconnaissance du GRDR auprès des institutionnels locaux.

### Difficultés rencontrées

Gestion administrative et financière lourde à mettre en place, délais de paiement longs pour les crédits FSE.

### Perspectives 2007

- ☐ *Finalisation des diagnostics femmes, intermédiaires de l'emploi et entreprises.*

- ☐ *Mise en place de formations sensibilisations spécifiques pour les trois publics cibles :*

- sur les thèmes du parcours d'insertion, de l'environnement économique, social, juridique et administratif, de la création d'activité économique, pour les femmes ;

- sur les thèmes de la communication interculturelle, sur le droit face aux discriminations, et sur les bonnes pratiques professionnelles pour favoriser la diversité, pour les entreprises ;

- sur le thème de la communication interculturelle pour les accompagnateurs sociaux et les intermédiaires de l'emploi.

- ☐ *Conclusion du partenariat transnational avec la mise en ligne d'un site internet commun à tous les partenaires.*

### Les partenaires financiers

ACSE, Conseil général de Seine-Maritime, CCFD, Fonds social européen (FSE)

### Equipe en charge du dossier

Emilie REVERAND (coordinatrice du projet)

Corinne PRIOLLAUD (responsable antenne Haute-Normandie),

Hélène GAULIER (chargée de mission) : juin-décembre  
Ibrahima SOUMARE (chargé de mission) : avril-décembre 2006

Samba YATERA (appui technique)

## Soutien et de Valorisation des Initiatives Féminines-France

### Contexte

Les femmes issues de l'immigration font face à une double discrimination liée aux relations de genre et à leur origine. l'enjeu majeur du programme femme est donc de favoriser l'insertion des femmes dans la société grâce à l'investissement dans des associations et de permettre une meilleure communication entre familles issues de l'immigration et les institutionnels

Ce programme a démarré en janvier 2006 pour une durée d'un an

### Acteurs principaux et groupes concernés

- \* Associations de Femmes-(quinze associations dont cinq accompagnements longs et dix dans le cadre d'un partenariat ou d'appui conseil)
- \* Femmes: une dizaine de femmes accueillies
- \* Familles : Plus d'une vingtaine dans le cadre de parents parlons-en (Montreuil) et des rencontres de Parents à J2P (Paris 19ème).
- \* Institutionnels (professionnels de l'action sociale et de l'éducation nationale)
- \* Institutionnels : Cinq (Montreuil, Bussy St George, Paris, ACSE, Collège la Belle aux Granges)

### Objectifs du projet

- ➔ Renforcement de compétences des Associations de Femmes
- ➔ Formations
- ➔ Mise en place de Cadre de Concertation
- ➔ Lever les incompréhensions entre institutions et familles issues de l'immigration

### Activités réalisées/résultats obtenus

- ♦ Rencontres (Deux forums organisés, trois interventions)
- ♦ Formations (une formation interculturelle en direction du corps enseignant)
- ♦ Emission Radio (une émission Radio à Paris pluriel)
- ♦ Dynamisation d'associations(Cinq))-
- ♦ Implication forte dans le festival de Cozes en Charentes (voyage avec un partenaire associatif, rédaction d'un dicton sur l'identité, )
- ♦ Mise en place de sessions de sensibilisation sur l'interculturalité (deux)

### Résultats

- ♦ L'émergence de nouveaux " leaders " associatifs femmes dans divers territoires d'Ile de France (93 [deux] et 95[un])
- ♦ Amorçe d'un processus de transformation de la perception de travailleurs sociaux en direction des familles issues de l'immigration.

### Difficultés rencontrées

La situation familiale et économique rend les femmes moins disponibles et ne facilite pas toujours leur implication.

### Perspectives 2007

- Mettre en place une plateforme inter associative,
- Mettre en place des formations aux relations inter-culturelles
- Organiser des actions autour de la problématique genre
- Organiser des fora en partenariat avec des associations de femmes
- Diversifier les bailleurs

### Partenaires financiers

FASILD

### Equipe en charge du dossier

Aïssata Alpha Bâ

Alice Merle

Samba Yatera



## Accompagnement des associations de personnes issues de l'immigration et formation en direction des partenaires sociaux institutionnels - France

### Contexte

A la suite du diagnostic effectué en 2004 par le GRDR sur les Hauts de Rouen, il a été proposé aux partenaires en l'occurrence au GPV de mener des actions en vue de renforcer le mouvement associatif local et de favoriser une dynamique associative dans une logique de développement local.

Ce projet se déroule du 1er avril 2006 au 31 mars 2007 dans le Quartier dit des " hauts de Rouen " à Rouen

### Acteurs principaux et groupes concernés

Associations des hauts de Rouen et Institutions

### Objectifs du projet

→ **Contribuer à la structuration et à la consolidation des associations** : gestion associative, construction " démocratique " du projet associatif.

→ **Favoriser les cadres de concertation** : par des échanges et de la négociation entre associations et partenaires institutionnels (comme " le collectif animation " des Hauts de Rouen) développer des pistes de collaboration pour faire face aux problèmes identifiés.

→ **Favoriser les relations intergénérationnelles** : il s'agit en lien avec la maison du plateau de poursuivre le processus enclenché sur le travail avec les pères et les jeunes (place et rôle de chacun dans la cité). Il s'agit de créer une dynamique inter-associative.

### Activités menées/Résultats obtenus

Les principales activités mises en place pour atteindre les objectifs sont :

*L'accueil, l'accompagnement associatif, la formation, les animations thématiques, forums, le maillage d'acteurs.*

Ces activités ont permis un rapprochement et une collaboration avec les associations installées dans le quartier : l'ARIM, l'AREJ, la Radio HDR, Fraternité Banlieue, la Maison du plateau, l'ancienne ACEDI, OSI Monde, l'APMAR pour une meilleure efficacité de l'accompagnement des populations des Hauts de Rouen.

♦ **Les fora sur la double culture, l'éducation des enfants, le rôle du père, la parentalité, la création d'activités économiques** ont été des moments forts d'échanges d'expériences et de pratiques réunissant des institutions et la quasi-totalité des associations des hauts de rouen. Ce qui permet de créer du lien et d'apporter des réponses aux questions que les différents acteurs se posent sur la scolarisation des enfants, l'insertion professionnelle des femmes.

Ainsi sur la question de l'éducation (une soixantaine de participants) des acteurs divers comme le GRDR, le Délégué à l'égalité des chances, le Rectorat le Coordonnateur du Réseau d'Education prioritaire des

Hauts de Rouen), AREJ (l'accompagnement à la prévention de la délinquance aux côtés des parents AREJ) Le Centre Régional Information Jeunesse Haute Normandie (CRIJ) ont pu échanger à partir des témoignages des familles et des apports théoriques des différents intervenants.

♦ **La formation sur l'interculturalité**: les apports théoriques et les cas concrets ont favorisé une implication des stagiaires . Les échanges ont été très riches .

### ♦ Maillage d'acteurs :

Les rencontres avec le Centre Académique pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et des Enfants du voyage (CASNAV) et la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports de Haute Normandie et de Seine-Maritime (DRDJS) ont permis au GRDR de renforcer son implantation et d'être sollicité comme formateur sur les questions interculturelles et comme point d'information jeunesse

La participation au collectif animation qui regroupe les associations et partenaires institutionnels intervenant sur les Hauts de Rouen a permis au GRDR Haute-Normandie d'établir une *relation de confiance* avec les acteurs associatifs des Hauts de Rouen, de se *faire une idée des logiques en présence sur le territoire, des perceptions et des représentations* qu'ils se font des associations issues de l'immigration et surtout de *collecter des informations essentielles* pour la mission.

Les réunions dans ce collectif ont permis aussi au GRDR de montrer la plus value qu'il apporte sur le terrain en terme de renforcement de compétences pour les associations et professionnels de l'action éducative et sociale.

Le partenariat avec la radio HDR qui a conçu une émission d'une heure permet aux intervenants du territoire d'optimiser les stratégies sur les Hauts de Rouen.

### Difficultés rencontrées

La principale difficulté a consisté à surmonter les réticences des associations que le GRDR devait accompagner. Au départ le GRDR était perçu comme un concurrent pouvant capter des financements au détriment des petites associations.

### Perspectives 2007

Le travail amorcé ouvre de nouvelles perspectives en terme d'action thématique notamment sur la santé, l'accompagnement des jeunes, la formation interculturelle, avec de nouveaux bailleurs dont la DRDJS qui s'apprête à s'engager dans une action qui va consister à créer une passerelle entre les jeunes du quartier et les jeunes ruraux.

### Les partenaires financiers

GPV, FSE, FASILD

### Equipe en charge du dossier

Romuald DZOMO NKONGO (chargé de mission),  
Corinne PRIOLLAUD (responsable antenne Haute-Normandie),  
Samba YATERA (appui technique)

# Nos contacts

## **Siège social :**

66/72 rue Marceau,  
93 109 Montreuil - France  
Tél.: +(331) 48 57 75 80  
Fax : +(331) 48 57 59 75  
[grdr@grdr.org](mailto:grdr@grdr.org)  
[www.grdr.org](http://www.grdr.org)

## **Direction Afrique:**

Ilot K, rue 44071 ZRA  
BP : 2013 Nouakchott - R.I.Mauritanie  
Tél /fax : (+) 222 525 64 92  
[afrique@grdr.org](mailto:afrique@grdr.org)

## **GRDR Bakel et Matam**

Route de l'Hôpital,  
BP: 18, Bakel,SENEGAL  
Tel & Fax: +(221) 983 51 51  
[bakel@grdr.org](mailto:bakel@grdr.org)

## **GRDR Kayes**

BP 291 Kayes - MALI  
Rue 136 Porte 37, Légal Ségou  
Tél: +(223) 252 29 82  
Fax : + (223) 253 14 60  
[mali@grdr.org](mailto:mali@grdr.org)

## **GRDR Rouen**

63, rue Bouvreuil  
76000 Rouen  
Tél : +(332) 35 61 60 49  
[antenne.76@grdr.org](mailto:antenne.76@grdr.org)

## **Antenne Nord Pas de Calais**

7, rue du Chevalier français  
59000 Lille  
Tel: +(333) 20 42 83 11  
[pauline.casalegno@grdr.org](mailto:pauline.casalegno@grdr.org)

## **GRDR Mauritanie**

BP 91 - Sélibaby Mauritanie  
Tél&Fax : +(222) 534 43 47  
B.P. 2013 Nouakchott  
[kaedi@grdr.org](mailto:kaedi@grdr.org)  
[selibaby@grdr.org](mailto:selibaby@grdr.org)

## **GRDR Ziguinchor**

Avenue Emile Badiane  
BP: 813 Ziguinchor - SENEGAL  
Tel : +(221) 991 27 82  
Fax:+(221) 991 27 89  
[ziguinchor@grdr.org](mailto:ziguinchor@grdr.org)





**Siège social :**  
66/72 rue Marceau,  
93 109 Montreuil - France  
Tél.: +(331) 48 57 75 80  
Fax : +(331) 48 57 59 75  
[grdr@grdr.org](mailto:grdr@grdr.org)  
[www.grdr.org](http://www.grdr.org)